Vol 19 # 16 • Du 16 au 22 Octobre 2024
Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00



HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE
1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162
Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com



TAÏWAN OU GRANDE CHINE : QUELLE ALTERNATIVE POUR LA LIBÉRATION NATIONALE ?



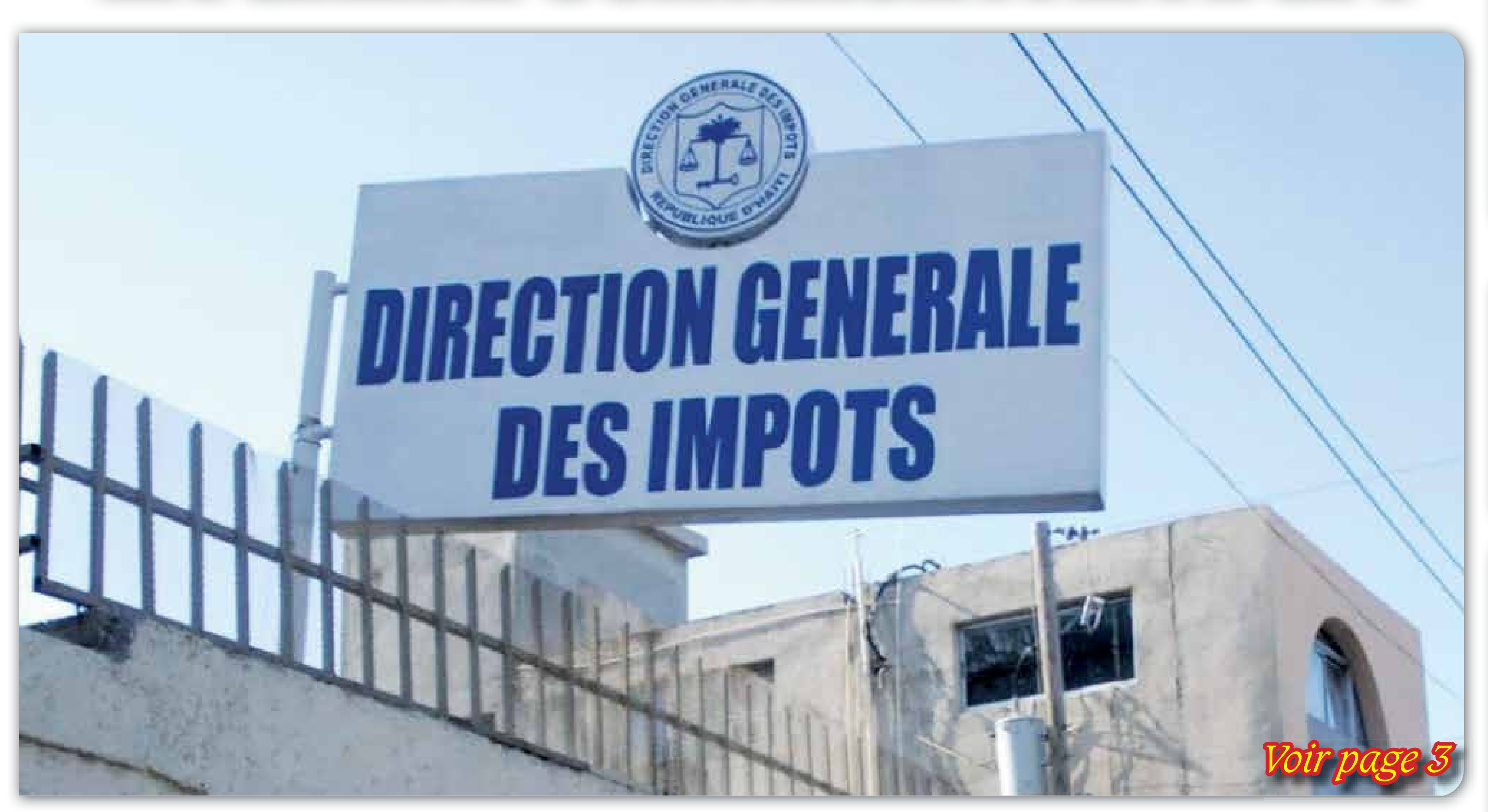
Voir page 4

Sauf un gouvernement de délinquants en quête de pots-de-vin qui pourraient choisir Taiwan plutôt que la Grande Chine





LA GRÈVE CONTINUE À LA DGI !



Voir page 3

Toute notre solidarité avec la grève des travailleurs de la Direction Générale des Impôts (DGI) qui réclament de meilleures conditions de travail





1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

RÉDACTEUR EN CHEF
Victoria T. H. Sylvain

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Guy Roumer

CORRESPONDANTS
EN HAITI
Daniel Tercier
Bissainthe Anneseau

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Jacques Elie Leblanc
Claudel C. Loiseau
Henriot Dorcent
Dr. Antoine Fritz Pierre
Eddy Toussaint
Edmond Bertin
Robert Garoute
Jacques Nési
Ed Rainer
Elysée Luckner Vil

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Didier Leblanc

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS
GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
computertrusting@gmail.com

Non à la voie de la démolition !

Par Berthony Dupont

Depuis quelques temps, la nation haïtienne donne l'impression de ne plus savoir où elle va et aucune perspective ne se profile à l'horizon. Presque chaque jour, nous répétons le même refrain d'incertitude. Pour l'instant, personne n'est en mesure de dire comment les prochains jours, semaines et mois vont se dérouler. Le plus troublant et inquiétant pour la majorité de la population, est que à deux mois de la fin de l'année 2024, le bout du tunnel semble bien plus lointain et encore plus sombre que jamais.

L'opinion nationale est fatiguée des gesticulations de promesses non tenues. Le cauchemar du peuple haïtien n'est pas près de se terminer. Plus d'un se demande à quelle autre acrobatie délirante, l'impérialisme va nous faire assister après l'échec patent de son Conseil Présidentiel de Transition (CPT) et de son gouvernement qui ne font que tourner en rond en se moquant éperdument du peuple ?

Pour sa part, la classe politique traditionnelle, au service de son patron capitaliste, tente par tous les moyens, d'imposer une nouvelle hégémonie en luttant farouchement contre la résistance populaire. Cette élite bourgeoise n'a jamais rien construit dans le pays, elle ne mérite du peuple qu'un vote de défiance, dans la mesure où ces esclaves à talents sont tous des irresponsables incompétents. On se contentera de rappeler qu'ils ont toujours soutenu, tous les projets coloniaux et toute sorte d'occupation étrangère afin de mieux garantir les intérêts égoïstes de leurs maîtres et patrons.

Le débat repose sur le fait que toute l'élite dirigeante haïtienne cautionne cette politique mortifère pour le pays, en acceptant de répondre aux intérêts et aux mêmes objectifs garantissant l'existence du modèle capitaliste, à travers une guerre impérialiste et le vol des ressources nationales pour mieux appauvrir les masses populaires.

Pour l'heure, selon un rapport publié le 30 septembre dernier par le Centre de surveillance de la faim dans le monde (IPC) et rapporté le 2 octobre par la Tribune des Travailleurs, *« environ 5,4 millions d'Haïtiens manquent de nourriture et sont restés un jour ou plus sans manger. Ce chiffre devrait dépasser les 5,5 millions d'ici juin prochain, soit environ la moitié de la population »*. Pourtant, au sein de l'Exécutif, personne ne semble avoir véritablement conscience de la tragédie haïtienne, ce qui les aurait incités à œuvrer pour la sauvegarde des intérêts de la Nation. Ils ne sont que des employés d'un système antipopulaire qui se contentent d'invoquer la faiblesse de l'État et la corruption généralisée comme motif d'espoir, alors qu'ils sont les principaux agents responsables de ces deux maux qui achèvent de disloquer et de ruiner le pays. Ils défendent tous une politique économique génératrice de misère, de pauvreté, de famine et de violence.

Certes, de nombreux projets sont en cours à travers certaines organisations non-gouvernementales, mais c'est pour encadrer la politique de démolition du pays. Les arguments avancés sont irrationnels, ils ne sont pas viables. Car, les problèmes auxquels ils s'adressent auraient du mal à trouver des solutions capables, par exemple, de nous aider à nous remettre sur pied. Sans oublier, qu'il y a toujours un architecte invisible qui brouille les pistes et se livre à des manœuvres déstabilisatrices et des complots de toutes sortes. La déportation massive des travailleurs haïtiens de la République Dominicaine n'est pas un cas isolé ni un simple hasard.

C'est une illustration faite et bien calculée par l'architecte pour nous signifier que la démolition d'Haïti peut se présenter sous diverses formes. Au rythme où vont les choses avec un chômage croissant, une croissance avoisinant le chiffre zéro et une exclusion toujours plus grande, si les masses conscientes luttant pour leur propre libération ne continuent pas à résister, il sera bientôt plus difficile de trouver le moindre chemin vers la sortie.

Ainsi, il faut mettre un terme à cette illusion de démocratie. Ce ne sont des chantiers de destruction qui sont en cours, afin de démolir à jamais les grandes œuvres de Jean-Jacques Dessalines, le Fondateur et de Charlemagne Péralte, le Résistant. Ce qui est en train de se passer est un projet d'envergure visant à mettre un terme à notre souveraineté nationale afin d'instaurer un Protectorat, sorte de recolonisation d'Haïti au nom d'un soi-disant Communauté internationale. C'est la liquidation de la nation haïtienne qu'ils veulent précipiter. Le pire, avec l'accord et la participation active des élites dirigeantes du pays. Nous sommes dans l'absurdité la plus totale.

Aussi, ils essayent de nous contraindre à détester notre patrie, notre pays au point de mettre en péril notre identité nationale. Que cela plaise ou non, les masses conséquentes haïtiennes doivent se lever et utiliser tout leur poids politique et social pour contrecarrer ce projet fou et criminel à la fois afin d'arracher leur pays, la terre de Dessalines des griffes du colonialisme et de l'impérialisme.

Que tous les progressistes, socialistes, patriotes, ceux qui se sentent véritablement engagés dans le camp anti-impérialiste s'organisent comme ils peuvent et peuvent en convenir pour empêcher la démolition totale du pays. Ils doivent redonner vie à Haïti, leur patrie, en démasquant et chassant définitivement les marionnettes qui sont à la tête du Pouvoir exécutif.

La menace qui pèse sur le pays est pressante. Il faut débarrasser une fois pour toutes ces fossoyeurs de la nation avant qu'il ne soit trop tard. Enfin, s'il y a quelque chose à démolir totalement en Haïti, c'est bien le tandem du pire : la domination de l'impérialisme américain et le néocolonialisme de ses alliés et de leurs supplétifs locaux.

Bulletin d'Abonnement

A remplir et à retourner à Haiti Liberté 1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210
Tel : 718-421-0162, Fax 718-421-3471

Nom: ____________________

Prénom: ____________________

Adresse: ____________________

Ville: ____________________

Etat/Pays: ____________________

Zip Code/Code Postal: __________

Tél: ____________________

E-mail: ____________________

Modalités de paiement

Montant : $ __________

☐ **Chèque** ☐ **Mandat bancaire**

☐ **Carte de crédit**

Numéro : ____________________

Date d'expiration : _______ /______

Code de sécurité : ______________

Tarifs d'abonnements

Etats-Unis

Première Classe
☐ $100 pour un an
☐ $50 pour six mois

Amerique Centrale, Amerique du Sud et Caraïbes
☐ $140 pour un an
☐ $80 pour six mois

Canada
☐ $125 pour un an
☐ $65 pour six mois

Europe
☐ $150 pour un an
☐ $80 pour six mois

Afrique
☐ $150 pour un an
☐ $85 pour six mois

La grève continue à la DGI !



Des travailleurs de la Direction Générale des Impôts (DGI) en grève



Par Isabelle L. Papillon

La grève entamée le 23 septembre 2024 à la Direction générale des impôts (DGI) ne s'arrête pas, elle se poursuivra dans tous les bureaux de la DGI à travers les dix départements du pays, jusqu'à ce que les revendications des travailleurs soient satisfaites. En l'occurrence, l'ajustement salarial, l'augmentation des montants sur leurs cartes de débit, ainsi que les primes de risque. Les travailleurs ont fait savoir que *« Nous voulons que ce nouveau gouvernement examine notre cas. Nous maintiendrons la grève jusqu'à ce qu'il décide de répondre à nos revendications. Nous exigeons de meilleures conditions de travail avec un ajustement salarial, une augmentation des frais sur notre carte de débit et primes de risque liées à notre travail »*

Plus tard, une autre revendication s'est ajoutée aux autres mais elle n'a pas fait l'unanimité parmi tous, il s'agit de la demande de licenciement de l'actuel directeur général Jean Emmanuel Casséus puisqu'il n'a pas soutenu les revendications des salariés.

Selon le porte-parole des grévistes, Carlo Joseph « *Nous interdisons le directeur général, Emmanuel Casséus. Il lui est interdit d'entrer dans cet espace. Nous demandons au gouvernement de licencier sans condition l'actuel titulaire de la DGI et de nommer immédiatement un nouveau directeur général pour engager des discussions afin de débloquer la situation* »

En effet, après la rencontre entre les travailleurs et la ministre de l'Economie et des Finances, Ketleen Florestal, lundi 7 octobre, rien n'a changé, les salariés n'ont vu aucun signe d'amélioration de leurs conditions de travail et plus de nomination d'un nouveau directeur général, ils sont contraints d'annuler la pause du 10 octobre pour reprendre la mobilisation.

Le lundi 14 octobre, une petite étincelle dans un éclair a ravivé l'élan de la grève et l'a encore renforcé. Alors que les salariés attendaient avec impatience la réponse du ministre pour garantir la reprise normale des activités, la présence de Jean Emmanuel Casséus dans ses bureaux a été remarquée par les travailleurs et immédiatement le mouvement de mobilisation a repris.



La ministre de l'Economie et des Finances, Ketleen Florestal

Pour couronner le tout, le porte-parole Carlo Joseph a indiqué que « *N'eut été de la vigilance des agents de sécurité, les manifestants auraient crevé les pneus du véhicule de M. Casséus afin de l'obliger à laisser ledit véhicule dans les locaux de la DGI puisqu'il est considéré comme un ancien directeur général de la DGI.* »



L'actuel directeur général Jean Emmanuel Casséus



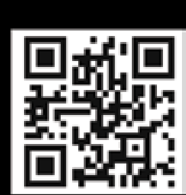
GEHI & ASSOCIATES
Attorneys and Counselors at Law
FREE CONSULTATION

Naresh M. Gehi, Esq.

718-764-6911
Annie Joseph

* TPS
* Political Asylum
* Fiancé and Spouse Visas
* Sponsoring Relatives
* "Pwogram Biden"
* Deportation
* Citizenship
* All other Immigration Matters





Reasonable Fees
Tel: 718-577-0711
www.gehilaw.com


104-05 Liberty Ave., Ozone Park, NY 11417 Tel: 718-577-0711
74-09 37th Ave., Ste. 205, Jackson Heights, NY 11372. Tel: 718-263-5999

173-29 Jamaica Ave., Jamaica, NY 11432. Tel: 718-764-6911

Taïwan ou Grande Chine : quelle alternative pour la libération nationale ?



Des profiteurs d'occasions sont venus faire la fête à l'ambassade de Taiwan



Leslie Voltaire prononçant son discours de circonstance le 10 octobre, à l'ambassade de Taiwan en Haïti

Par Henriot Dorcent

Dans notre vernaculaire, la sagesse populaire dit : *« joumou pa janm donnen kalbas »* (la citrouille ne donne jamais de courge). Les valets de l'impérialisme le seront toujours de génération en génération, surtout des 1aquais de l'acabit d'un Ariel Henry, d'un Edgar Leblanc Fils, d'un Leslie Voltaire, d'un Gary Conille et tant d'autres fils et filles s'allaitant à la mamelle du système capitaliste.

Les chrétiens des religions abrahamiques disaient eux-mêmes qu'on reconnaît un arbre à ses fruits (Matthieu 12 : 33-35). Ainsi, on ne pouvait penser autrement lorsque le sans vergogne, président du Conseil Présidentiel de Transition (CPT), Leslie Voltaire, en bon disciple de Jean Bertrand Aristide, s'est rendu jeudi dernier, 10 octobre, à l'ambassade de Taiwan en Haïti pour célébrer la 113e année de séparation de cette province de la République populaire de Chine. Il était accompagné d'autres nullités du CPT, Frinel Joseph, Régine Abraham et Smith Augustin. Quelle aberration !

Pour rappel, à la tribune des Nations-Unies le 8 octobre 2020, le président Aristide avait osé insulter la Chine populaire en sollicitant à l'ONU, la reconnaissance du Taiwan que la Chine ait toujours considéré comme son 23ème province. En signe de récompense ou pot de vin, un chèque d'un million de dollars libellé au nom du Gouvernement de la République d'Haïti a été émis par le régime nationaliste chinois.

N'est-ce pas un acte de haine, de surcroit trahison à la Nation, quand un gouvernement haïtien a fait choix du Taiwan face à la Grande Chine? Choisir Taiwan, ce n'est pas le choix d'un gouvernement qui aspire au changement sinon qui veut améliorer le sort des masses populaires vivant dans des conditions de misère horrible. Le plus triste dans tout cela, c'est qu'il y a des pays qui, même sous la domination américaine, mais avec un esprit de nationalisme patriotique pour le développement et le progrès, ont tourné le dos au Taiwan des Américains pour d'autres alternatives en faveur leur peuple. Si nous ne pouvons pas agir de la même manière, cela signifie que nous ne sommes pas libres, que nous n'avons pas la liberté de décider de notre destin.

On reconnait alors l'arbre par ses fruits. A ce carrefour, il nous faut combattre ces dirigeants, ces commandeurs haïtiens au service du colonisateur occidental qui nous ont remis en esclavage, au point qu'en tant qu'esclaves, nous n'avons plus de volonté. Ce sont ces corrompus haïtiens qui depuis l'assassinat le 17 octobre 1806 de l'Empereur et Fondateur de la Nation haïtienne, ont détourné la révolution haïtienne de son caractère antiesclavagiste et anticolonialiste.

C'est ce coup d'État qui a soumis Haïti à la domination occidentale et le règne de ces putschistes empêche le pays de rompre ses relations diplomatiques avec Taiwan au profit d'une coopération économique, commerciale et technique avec la Chine populaire.

Soulignons pour l'histoire, que seuls 12 États dont 11 membres de l'Organisation des Nations-Unies et un non-membre (Le Vatican) ont aujourd'hui des relations diplomatiques officielles avec Taiwan. Il s'agissait du Vatican depuis 1942, Haïti depuis 1956, Paraguay depuis 1957, Guatemala depuis 1960, Eswatini depuis 1968, Tuvalu depuis 1979, Saint Vincent et les Grenadines depuis 1981, Saint Christophe et Niévès depuis 1983, Sainte Lucie depuis 1984, Belize depuis 1989, Les Iles Marshall depuis 1998 et Palaos depuis 1999.

Cependant, depuis la crise économique de 2008 et la montée en puissance de la Chine populaire nombreux pays ont rompus leurs relations avec Taiwan pour une coopération économique et technique avec la Chine. En janvier 2008, le Malawi a choisi de rompre ses relations avec Taïwan au profit de la République populaire de Chine. Il entretenait des relations diplomatiques avec Taïwan depuis 1966.

Le 14 novembre 2013, la Gambie choisit de rompre aussi ses relations avec Taïwan après 18 ans de relations diplomatiques entre les deux pays.

En décembre 2016, Sao Tomé-et-Principe rompt ses relations avec la République de Chine, au profit de la République populaire de Chine. Ces relations avec le gouvernement taïwanais étaient alors établies depuis 1997.

En juin 2017, Panama décide de rompre ses relations avec Taïwan au profit de la République populaire de Chine. Il entretenait des relations diplomatiques avec Taïwan depuis 1954.

Le 1er mai 2018, même la bourgeoisie pro-impérialiste de la République dominicaine qui entretenait des relations depuis 1957 avec Taiwan l'a rompu au profit de la République populaire de Chine.

Le 24 mai 2018, le Burkina Faso annonce par l'intermédiaire de son ministre de l'Intérieur la rupture de ses relations avec Taïwan, après 24 ans de coopération.

Le 21 août 2018, Taïwan annonce la rupture de ses relations diplomatiques avec le Salvador, anticipant ainsi l'ouverture des relations de ce dernier avec les autorités de Pékin.

Les deux pays entretenaient des relations diplomatiques depuis 1961.

Le 16 septembre 2019, Taïwan annonce la rupture de ses relations diplomatiques avec les îles Salomon à la suite de l'annonce de cet État du transfert de ses représentations en République populaire de Chine.

Le 20 septembre 2019, les Kiribati rompent leurs relations avec Taipei. Taïwan annonce un retour immédiat des diplomates en poste sur l'archipel.

Le 9 décembre 2021, le Nicaragua annonce établir des relations avec Pékin et rompre celles avec Taïwan, annonçant du même coup considérer *« Taïwan comme une partie inaliénable du territoire chinois »*.

Le 27 mars 2023, le Honduras établit à son tour des relations diplomatiques avec la Chine populaire, mettant fin à celles avec Taïwan.

Le 15 janvier 2024, Nauru annonce qu'il a rompu ses relations diplomatiques avec Taiwan au profit de la République populaire de Chine.

Il est plus que certains nos dirigeants n'ont aucune idée, aucun projet que ceux des américains. Cette classe politique rejoint l'oligarchie pour détruire leur propre peuple. Ce ne sont que des traîtres, des criminels qui s'agenouillent devant l'impérialisme nord-américain pour satisfaire les desiderata du maitre-patron.

Ce ne sont pas des dirigeants mais des courtiers, valets choisis par l'impérialisme Américain. Haïti n'ira nulle part avec eux, ce ne sont que des indigènes de service. Ils se contentent de voyager pour collecter des per-diem faramineux, et quémander de nouvelles forces d'occupation, comme l'a fait cette semaine le Premier sinistre de facto Gary Conille en se rendant au Kenya et aux Emirats arabes unis pour réclamer le renforcement de l'occupation d'Haïti. L'exclusion des masses populaires de la vie économique et politique du pays ne leur permettra jamais de résoudre cette crise pluri- dimensionnelle.

Seule la participation active des masses populaires à un projet de libération nationale permettra de résoudre la crise politique et économique en Haïti et de rétablir la sécurité sur les 27 750 kilomètres carrés, afin de renouer les relations diplomatiques avec des pays comme la Grande Chine qui peuvent nous aider mais pas avec des puissances sangsues qui sucent notre sang.

Que le Peuple haïtien, s'unisse pour une lutte de libération nationale d'Haïti. Liberté ou La Mort! La Patrie ou La Mort! Nous vaincrons!

Reconocido : Nous condamnons la détention arbitraire de notre coordinateur Franklin Dinol



Déportation illégale des travailleurs haïtiens

Par le Mouvement Reconocido

Depuis le Mouvement Reconnu, nous émettons notre plus ferme condamnation du gouvernement de Luis Abinader pour sa responsabilité politique dans la détention arbitraire de notre coordinateur national Franklin Dinol le matin du 12 octobre dans la province d'El Seibo. Vers 6 heures du matin, notre camarade Dinol a été arrêté en public par des agents de la Police Nationale, qui, utilisant la méthode illégale et inconstitutionnelle du profilage racial, ont procédé à la demande de ses documents sans que cette demande soit justifiée par la présomption raisonnable qu'il y avait une situation d'illégalité. Lorsque Dinol a présenté sa carte d'identité dominicaine, les agents répressifs ont indiqué que le document était faux et que notre camarade était haïtien. Dinol a été menotté et emmené au commissariat de El Seibo.

En utilisant le langage des hommes de main qui agissent dans le cadre des opérations d'interdiction d'immigration déployées par ce gouvernement, ces policiers ont manqué de respect à notre collègue, avec de nombreuses provocations raciales. Au commissariat, les policiers lui ont confisqué son téléphone portable. Il a été menacé de coups par les policiers. Ils l'ont également emmené dans une salle de détention avec des personnes détenues pour des délits de droit commun, ce qui est explicitement interdit par la loi sur les migrations 285-04 pour les détentions d'immigrants. Dinol présume qu'il a été emmené dans ce lieu surpeuplé et aux mauvaises conditions d'hygiène pour qu'il soit agressé par les autres personnes privées de liberté.

Face aux multiples plaintes publiques concernant cette procédure illégale et raciste de la Police nationale, une organisation dont le bilan comprend d'innombrables crimes contre l'humanité et dont le gouvernement a tenté de blanchir le visage avec une prétendue réforme policière, notre collègue a finalement été libéré.

Au moment de sa libération, un haut gradé de la police a dit à Dinol que les Dominicains devaient coopérer avec les opérations d'interdiction d'immigration parce qu'ils avaient « un quota d'arrestations à remplir », et l'a menacé en lui disant qu'il avait de la chance de ne pas avoir été battu pour sa prétendue « arrogance » et de ne pas avoir été poursuivi, sans préciser sous quelle accusation il aurait été poursuivi. Cependant, Dinol n'a pas interféré dans les actions des policiers. Ce que toutes ces actions des autorités démontrent, c'est leur brutalité raciste et leur mépris total de la loi.

L'arrestation de Franklin Dinol, un leader social national bien connu, avec un parcours impeccable dans la défense des droits de l'homme et dans la formation de nouvelles générations de Dominicains d'origine haïtienne, n'est qu'une parmi des milliers qui se produisent chaque semaine. Le caractère raciste et brutal de la politique migratoire déployée par le gouvernement de Luis Abinader, qui a débuté fin 2021 et a fait un bond en avant le 2 octobre avec l'annonce du quota de 10 000 expulsions hebdomadaires, est une fois de plus évident, en violation et au mépris flagrants de la Constitution nationale, de la loi migratoire 285-04 et des traités et pactes de droits de l'homme dont l'État dominicain est signataire.

Il est démontré une fois de plus que le gouvernement a suspendu l'État de droit et imposé un état d'exception dans la pratique, liquidant le principe de présomption d'innocence et le remplaçant par une présomption de culpabilité des personnes noires, quelle que soit la documentation dont elles disposent. Le protocole mis en œuvre par ce plan raciste consiste à arrêter toutes les personnes noires et à les emmener dans des centres de détention, certains ayant les caractéristiques de véritables camps de concentration comme le soi-disant Centre de vacances de Haina, afin que la documentation soit « purgée ». Cela signifie que les agents répressifs supposent que la documentation portée par les personnes noires est fausse jusqu'à ce qu'ils prouvent le contraire. Une méthode illégale et arbitraire qui rappelle les pires moments de l'histoire de notre pays.

Nous alertons également le Système interaméricain des droits de l'homme sur cette atteinte aux mesures de protection émises par la CIDH en janvier 2014. La mesure conservatoire 408-13 stipule que le gouvernement dominicain doit adopter les mesures nécessaires pour « préserver la vie et l'intégrité personnelle des membres du Mouvement reconnu », ainsi que « les mesures nécessaires pour que le mouvement puisse mener à bien ses activités de défense des droits de l'homme sans être soumis à la violence et au harcèlement dans l'exercice de ses fonctions ». Il est devenu habituel pour le gouvernement dirigé par le président Abinader de défier les recommandations des institutions internationales, mais dans ce cas, il s'agit d'une violation ouverte et flagrante de la mesure conservatoire accordée par la CIDH.

Il ne s'agit pas d'un cas isolé ou accidentel, mais plutôt des conséquences prévisibles, dont on a alerté depuis des années, de la politique de persécution raciste déclenchée par le gouvernement, y compris le discours de haine qui présente les Noirs, tant les immigrants haïtiens que les Dominicains d'origine haïtienne, comme un prétendu fardeau économique pour l'État dominicain et, pire encore, une prétendue menace à la souveraineté et à la sécurité nationale. En conséquence de cette politique définie au plus haut niveau de la direction de l'État, et surtout à la lumière de la demande d'un quota de dix mille expulsions hebdomadaires, une véritable meute sauvage de policiers, de militaires et d'agents d'immigration s'est déchaînée, pourchassant et agressant les noirs dans la rue, dans leurs maisons, entrant sans mandat judiciaire, aux abords des hôpitaux et des écoles.

Nous exigeons que le gouvernement mette fin à sa politique de nettoyage ethnique, qu'il mette fin aux expulsions massives qui touchent fréquemment les Dominicains noirs, qu'ils soient ou non d'origine haïtienne, ainsi que les immigrants haïtiens avec leurs papiers en règle. Et elles impliquent même des violations massives des droits humains des immigrants haïtiens en situation migratoire irrégulière, une situation de faute administrative qui ne permet en aucun cas au gouvernement de violer leurs droits humains et leur droit à une évaluation individuelle de chacun de leurs cas dans le plein exercice du droit à la défense.

Enfin, nous annonçons que nous allons procéder à la dénonciation de cette grave attaque contre notre organisation devant toutes les instances nationales et internationales correspondantes.

Mouvement Socialiste des Travailleurs de la République Dominicaine 12 octobre 2024



Franklin Dinol un leader social national bien connu en République Dominicaine

FRANTZ DANIEL JEAN
FUNERAL SERVICES INC.



• Funerals in All Boroughs
• Transportation of Remains
• Cremation

Nou pale kreyòl.

5020 Foster Avenue
Brooklyn, NY 11203
718.613.0228

GUARINO FUNERAL HOME

Serving the Haitian Community
for Over 30 Years

9222 FLATLANDS AVENUE
BROOKLYN, NY 11236
718-257-2890

Lè pale anpil la fini !



Jimmy Cherizier

Dr Carl Gilbert

Dimanch 6 oktòb mwen t al tande Jimmy Cherizier sou Tiktòk lan yon pale mouche te fè andirèk sou platfòm sa a.

Mwen t al koute l pou plizyè rezon. Tou dabò mwen se yon sitwayen origin ayisyen ki vle konnen ki jan pou sove peyi sa a. Anplis mwen se yon jounalis ki gen yon fòmasyon fòmèl depi plis pase 25 lane lan metye a. Mwen se tou yon analis ak yon editoryalis politik kab ekri depi dikdantan sou zafè nasyonal ak entènasyonal.

M al koute l paske mwen tou se yon doktè chirijien k ap wè soufrans imèn preske chak jou, k ap pran pitye chak jou pou sa k pase lan peyi nou an.

Sou layv sa Mouche Chérizier bay sou Tiktòk, mwen kòmanse kwè solisyon an—pou nou kòmanse jwen solisyon peyi sa a—se lan men l li ye.

Ou mèt tande sa w vle: misye se yon bandi, se yon masakrè, se yon espyon pou meriken, se yon ajan pou elit yo, se yon kriminèl, ou mèt tande tout bagay sa yo, se li ki gen Zam lan men l ansanm ak tout lòt yo, se limem ki kab pote yon komansman solisyon lan kriz peyi a ap travèse a.

Li gen dwa mouri nenpòt ki lè, yo gen dwa touye l nenpòt ki lè, men, mwen pa wè depi sou Aristid an 1990 ki lòt moun sou sèn politik lan, ki lès lòt ki kab vini ak yon KOMANSMAN SOLISYON.

Mwen ezite anpil anvan mwen di sa. Chérizier gen Zam lan men li, li ak yon seri lòt moun ki gen zam tou. Men li di sou TIKTOK yo tout preske fatige men yo pare pou negosye padon, akseptans, reyentrodiksyon lan sosyete ayisyen an.

Men li di, li pare mouri tou ak tout lò yo ki gen zam lan men yo kont moun ki pa vle sa y ap mande yo.

Chérizier di li konprann genyen anpil zak malonèt nèg ak zam yo fè. Li regrèt sa k pase Pon Sonde a kote anpil moun mouri men li di se paske se yon "aksyon ak reyaksyon" kòmkwa gen moun ki t ap pouse yon lòt moun bay oubyen fè BWA KALE kont yon lòt pati popilasyon an. Epi reyaksyon fèt. Se sa li di, Mwen pa verifye, mwen pa konnen!

Te gen anpil moun ki te sou Tiktok lè li t ap pale a: apeprè 5000 moun. Mwen te rantre lan ta sou platfòm lan. Se 2 moun sèlman ki te gen dwa poze l kesyon.

Anmaj detoutsa, Jimmy Chérizier, te fè parèt yon video ki di l te gen yon reyinyon lan ANBASAD MERIKEN. Sa ki te diskite nou pa konnen. Gen lòt moun ki di a pa Hamas ap negosye ak Izrayèl pou lapè lan MwayenOryan an. Apa Taliban yo te negosye ak meriken anvan yo te pran pouvvwa lan Afganistan, an Kolonbi , elatriye…

Antouka mwen pote atik sa kòm yon apèsi, yon fenèt mwen ouvri sou kriz Ayiti ap travèse konnya a.

Mewn ta renmen anpil sa yo rele bandi yon konprann tou li pa fasil pou mande yon popilasyon ki sibi anpil bay padon. Chérizier di l ap fè tout sa li kapab pou merite padon sa a. Li di l ap fè tout jan pou debloke ak lòt gwoup VIV ANSANM lan yon seri aks routye kote se LaPOLIS MENM ki bloke wout sayo ak tank k ap tire sou tou bagay k ap bouje — mwayennan kikbak lajan—defason gwo konpayi aeryen ou konpayi sou lanmè fè lajan e reyalize gwo pwofi. À vérifier!!

Peyi nou an ap travèse yon kriz ki fon anpil. Antanke medsen, chirijyen, jounalis, imanis, mwen panse fòk nou tout ayisyen chèche solisyon an. Lè mwen lan sal operasyon, mwen gen kouto ak sizo lan men m, se yon bagay enpòtan sa ye. Si nou vle konpran na konpran.

Antouka, se pa chita pale anpil, se mete SOLISYON sou tab ki pou SOVE PEYI SA A, POU SOVE MALAD LA.

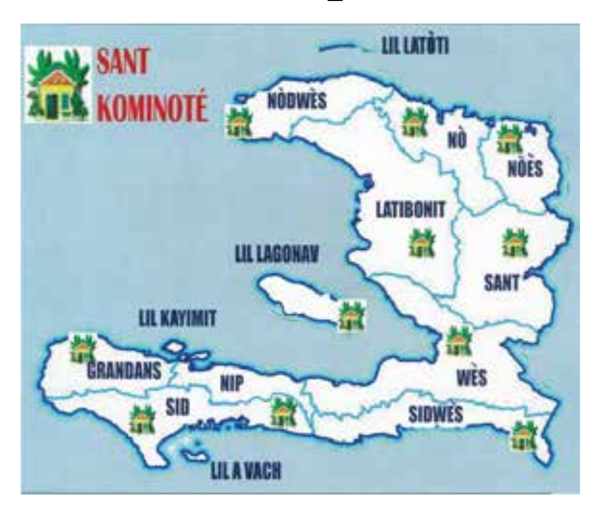
LÈ PALE ANPIL FINI kou wè mwen te di yon bon zanmi mwen dènyèman !

Dr Carl Gilbert, MD 7 oktòb 2024

KONBIT POU MONTRE TOUT AYISYEN LI, EKRI AK KONPRANN LANG AYISYEN AN









Konfederasyon Nasyonal Vodouyizan Ayisyen (KNVA NY)
P.O. Box 640206
Oakland Gardens, NY 11364
Tel: 718-776-2870
917-442-0491
www.Knva.org/NY

25 out 2024
94-17 Francis Lewis Blvd
Jamaica Queens NY 11438

Aksepte Yo Brase Ak Yo (AYOBYO)
P.O. Box 610316
Bayside, NY 11361
Tel:347-886-6941
www.ayobyo.org

Pourquoi tant de haine impériale contre Haïti et Cuba ?



Cuba et Haïti : deux peuples noirs, métis, dominés par la suprématie blanche, ont humilié les empires blancs et l'impérialisme

Par Narciso Isa Condé

La culture et l'idéologie dominantes présentent la société haïtienne comme un conglomérat d'êtres inférieurs, de noirs qui ne méritent pas de traitement humain ; comme une ville à la vie chaotique, violente et sauvage ; incapable de prendre soin de lui-même, qui envahit et infecte notre pays et s'impose comme un fardeau insupportable pour vivre seul ; Ils sont même présentés comme méritant des maltraitances récurrentes, des invasions militaires et des répressions bestiales.

À propos de Cuba, les médias et les porte-parole imprégnés de cette culture et de cette idéologie parlent de l'échec supposé de leur révolution, de la pénurie de nourriture, des difficultés que traverse leur peuple, de la prétendue dictature ou tyrannie que Fidel lui a imposée et même dénigrent leurs efforts pour semer le socialisme.

Quelle est la vérité dans les deux cas ? Pourquoi les impérialistes et leurs partisans de droite ont-ils construit cette image ?

Pourquoi maltraitent-ils ces nations sœurs avec tant de cruauté ? Pourquoi traitent-ils les pays comme Cendrillon ?

Comme ils le font avec l'Afrique !

Haïti, au début du XIXe siècle, a remporté la première indépendance de Notre Amérique, en battant l'armée de Napoléon. Il a vaincu le colonialisme français, a mené la première révolution sociale anti-esclavagiste triomphante et a aidé la campagne de Bolívar pour la libération de l'Amérique du Sud avec des armes abondantes.

Cuba, dans la cinquième décennie du XXe siècle, a entamé le grand cycle continental pour la deuxième indépendance, a vaincu les États-Unis dans leur perfide réponse contre-révolutionnaire et pro-colonialiste et a été présente dans toutes les vagues révolutionnaires continentales.

Cuba a abandonné la voie capitaliste, s'est engagée dans un processus d'orientation socialiste et a contribué, avec un héroïsme sans précédent, à la libération de l'Afrique.

Ce sont là quelques-uns des exploits de deux petits pays situés dans les Caraïbes, à la frontière impériale, dans un défi franc et héroïque à l'impérialisme occidental, dans ce qu'on appelle « l'arrière-cour » des États-Unis.

Deux peuples noirs, métis, dominés par la suprématie blanche, ont humilié les empires blancs et l'impérialisme, dans un scénario spatial géostratégique important, précisément au début de leur premier et deuxième cycle de libération nationale et sociale encore inachevée de nos peuples.

De tels exemples de dignité ont alimenté la haine et la perversité colonialistes et néo-colonialistes. Ils ne leur pardonnent ni le début de deux ères nouvelles, ni leurs épopées respectives.

Ils les détestent...

Haïti a été massacré et son peuple reste hautain.

Ils veulent étouffer Cuba, ils l'étranglent avec un blocus et de multiples attaques, qui se traduisent par des pertes évaluées à 170 milliards de dollars et des sacrifices inestimables. Et il n'y a aucun moyen de le battre,

Ils convoitent leurs richesses matérielles et immatérielles… celles de Cuba, celles d'Haïti et les nôtres : force de travail, talent, créativité artistique, joie, or, nickel, cobalt, terres rares, titane, biodiversité…

La République Dominicaine entre également dans cette tombola de la « malédiction » moderne de la « malice » impériale, puisque nous partageons l'île et l'histoire des oppressions et des luttes avec Haïti, à proximité de Cuba ; et comme en 1965 nous avons réalisé la deuxième victorieuse révolution populaire dans l'hémisphère occidental et nous avons été cruellement punis par une invasion militaire contre-révolutionnaire qui se poursuit toujours.

Ici la colonisation est préventive et porte les noms de Southern Command, USAID, DEA, CIA, Barrick Gold, Falconbrige, Gold Quest, Uni Gold, IMF, WB, External and Eternal Debt, Orange Industry, Banal Culture, Neofascism, Facebook, X. , CNN, RENARD…

Cela contribue à renforcer cette haine criminelle et cette colonialité raciste : ils nous considèrent comme des êtres inférieurs !

Haïti a été victime d'une extorsion économique prolongée de la part de la France et d'atroces pillages et prédations parrainés par la France, les États-Unis et le Canada. Elle est victime de 11 invasions au cours des 30 dernières années.

Cuba, du blocus, du siège étouffant des États-Unis et des guerres de 4e et 5e générations.

Interventions et attaques militaires.

Ce n'est pas seulement de la voracité matérielle et des projets d'assaut sur des points stratégiques, c'est aussi du foie, du fiel, un complexe de supériorité, de l'arrogance.

Au Venezuela bolivarien, qui, avec le zapatisme, a ouvert le cours des rébellions latino-caribéennes du XXIe siècle, toutes ces recettes ont été appliquées, modernisées pour le pire, au cours des 25 dernières années et Chávez en sort toujours triomphant.

Mais la résistance ne s'éteint pas, quel que soit son coût matériel.

Ce que les impérialistes ne comprennent pas bien : les êtres humains ne vivent pas seulement de pain.

L'Afrique se lève.

La Palestine se rebelle et se bat avec un héroïsme stellaire.

Tupa Maruc, Cuauhtémoc, Guaicaipuro, Anacaona, Che, Fidel, Caamaño, les Mirabal, Chávez, Charlemagne Peralte, Lumunba, Arafat, Nasrralah, Hochi Ming, Mao… Ils vivent !

Hitler, Thacher, Johnson, Reagan, Ford, Busch, Kissinger... Ils sont morts, il y a longtemps.

La vie des bourreaux est éphémère.

Celle des héros est éternelle.

Aporrea News 7 Octobre 2024

Vous pouvez rayer
les soins de santé
à 0 $ de votre liste.
Bénéficiez d'une couverture
dès aujourd'hui.
metroplus.org
Plusieurs régimes de prestations à 0 $ sont disponibles, en fonction de l'admissibilité.
Metro Plus Health
MKT 24.056f MetroPlus Health Plan, Inc.
nystate ofhealth The Official Health Plan Marketplace
Rendez-vous sur www.nystateofhealth.ny.gov ou appelez le 1.855.355.5777 pour en savoir plus.

Conseil Présidentiel de Transition, histoire d'une création !



Ce qu'il y a au Conseil comme différend, c'est une manifestation des combats entre les différents acteurs de la société haïtienne

Par Catherine Charlemagne

(9e partie)

Le discours du nouveau Président le mercredi 1e mai, soit le lendemain de sa désignation, s'était curieusement démarqué du choix de manière controversée du groupe majoritaire qui l'avait aussi désigné. Cette intervention a d'ailleurs presque mis un terme aux bonnes relations qu'entretenait Edgard Leblanc Fils avec ses amis du groupe majoritaire *« Depuis le 11 mars, des discussions, des négociations, des concessions entre divers acteurs ont conduit à la mise en place de ce Conseil Présidentiel de Transition. Les membres ont prêté serment le jeudi 25 avril dernier. À partir de cette prestation de serment, le CPT avait le devoir de choisir un Président et lancer tout le processus passant par l'invitation aux différents secteurs pour proposer des candidats pour être Premier ministre, former un gouvernement et engager les différentes décisions importantes permettant d'arriver à une réforme constitutionnelle et à l'organisation d'élections transparentes, crédibles, non contestées.*

Ce qui nous permettrons de remettre le pouvoir à des élus le 7 février 2026. Ce, de manière à ce que le pays soit engagé définitivement dans une période de stabilité et de relance de l'économie à partir d'institutions de l'Etat axées sur de nouvelles bases. Nous avons confiance au Conseil. Nous allons faire preuve de cohésion, de volonté, et de détermination à dépasser les querelles de chapelle, les conflits, pour adopter, par consensus, discussions, négociations et votes, les grandes décisions importantes pour le pays » disait-il. Ce même 1e mai, c'est une floraison de dénonciations du comportement du groupe dit BMI qui s'abattait sur la présidence et qui mettait directement en cause la légitimité même du Président Edgard Leblanc Fils s'il ne réagit pas directement pour corriger le tir de Fritz Bélizaire. Outre la note du parti Fanmi Lalavas et la sortie dès le premier jour de son représentant au CPT, Leslie Voltaire, le groupe Montana qui est l'un des grands perdants de la manœuvre n'allait pas tarder pour critiquer le choix de manière déloyale de Fritz Bélizaire par le BMI.

Le Bureau de Suivi de l'Accord (BSA) qui est une sorte d'organe de décision de l'Accord de Montana et alliés, à travers une note, a lancé une attaque en règle contre les quatre parties prenantes qui ont mijoté le coup. Ils ont plus ou moins accepté comme les Lavalassiens d'ailleurs, la désignation de Leblanc, mais ce qui ne passe pas c'est le coup de Bélizaire. Le BSA avait estimé qu'il s'agissait d'un complot contre la population dans la mesure où le Bloc Majoritaire Indissoluble (BMI) avait violé l'Accord du 3 avril 2023. *« Le Collectif des partis politiques du 30 janvier, le bloc EDE-RED et Compromis, l'organisation politique Pitit Dessalines, l'Accord du 21 décembre 2022 ont décidé de violer l'Accord politique du 3 avril qu'ils ont signé et le projet décret portant création, organisation et fonctionnement du Conseil en nommant, à eux seuls, sans une démarche consensuelle qui est la première étape qui devait être faite, sans se plier aux principes des urnes, un Coordonnateur du Conseil, un Premier ministre et un gouvernement en dehors du mécanisme participatif qu'ils avaient signé »* déclarait le BSA.

Après ces prises de positions très suivies dans le pays, les trois Conseillers Présidents - Fritz Alphonse Jean, Laurent Saint-Cyr et Leslie Voltaire - qui se sentaient bernés dans l'affaire ont aussi manifesté leur refus d'accepter l'inacceptable, selon eux, en déclinant une invitation de la CARICOM avec les autres membres du CPT, le jeudi 2 mai qui voulait avoir des informations sur le fonctionnement et sur le choix du Président du Conseil de Transition. Les trois Conseillers formant le camp minoritaire, le temps que soit réglé cet imbroglio politique bloquant presque le fonctionnement de la présidence, avaient distillé dans les médias ces propos le jeudi 2 mai expliquant les raisons de leur refus de participer à la réunion de la CARICOM avec les membres du BMI. *« Nous Leslie Voltaire, Fritz Alphonse Jean et Laurent St-Cyr, n'avons pas pris part à la rencontre de ce jeudi 2 mai avec la CARICOM.*

Ils se sont mis à quatre au Conseil pour reproduire la pratique de la majorité au Parlement en vue de contrôler le Conseil. Il n'y a pas que ça. Il ne doit pas y avoir non plus de distribution de postes au Conseil Présidentiel », avaient déclaré les trois Mousquetaires. D'autre part, invité sur radio *Magik9* le jeudi 2 mai, le Représentant de l'Accord du Montana, Fritz Alphonse Jean, qui n'est pas toujours sur la même longueur d'onde que sa mouvance s'était quelque peu démarqué de la position très radicale du Bureau de Suivi de l'Accord du groupe Montana. Certes, lors de l'interview, il confirmait qu'il n'était pas d'accord avec la façon dont les choses s'étaient passées sur la désignation de Fritz Bélizaire, mais il avait modéré ses propos vis-à-vis du Secteur d'affaires et du monde économique que certains au Montana avaient qualifiés de « groupe mafia » ou de forces mafieuses qui tenteraient de contrôler le CPT et le gouvernement dans l'espoir de poursuivre leur mission qui consiste à contrôler l'État. Sur *Magik9*, l'ancien Gouverneur de la BRH (Banque centrale) qui connaît parfaitement le monde des affaires et le secteur économique haïtien avait préféré formuler d'autres propositions ou concepts pour sortir la présidence de la crise.

En effet, Fritz Alphonse Jean proposait de passer à la place de « majorité insoluble » à « majorité qualifiée » qu'il croit plus adaptée au bon fonctionnement du Conseil. *« Ce qu'il nous faut au CPT, c'est une majorité qualifiée. Ce qui veut dire que tout le monde doit participer aux prises de décision. À défaut d'un consensus, une majorité qualifiée reste la voie idéale pour trancher sur les grandes décisions du pays. Majorité qualifiée est un concept statistique qui veut que, pour la résolution d'une crise, elle soit fixée à deux tiers ou aux trois quarts dépendamment des décideurs. Dans le cas du CPT, elle doit être entre cinq et six sur les sept membres votants. Ce qu'il y a en réalité dans le CPT, c'est une confrontation entre deux projets. L'un qui est en phase d'expiration, mais en pleine résistance et un autre qui lutte pour son émergence. Notre appel ne concerne pas en premier chef les représentants des secteurs du CPT avec qui on a de très bons rapports de travail, mais les secteurs derrière les membres délégués au Conseil, qu'ils soient Montana, le secteur privé des affaires, Fanmi Lavalas, Accord du 21 décembre, EDE/Compromis historique, entre autres.*

Ce qu'il y a au Conseil comme différend, c'est une manifestation des combats entre les différents acteurs de la société haïtienne. Cette manifestation est l'essentiel. Il n'y a pas un seul secteur aujourd'hui, de par lui-même, qui peut prendre les rênes du pouvoir pour imposer son projet. En ce sens, une mise en commun devient une nécessité historique. L'Accord du 30 avril met le Conseil Présidentiel dans un corset où il va y avoir des distributions de postes à partir d'une certaine majorité, comme c'est la pratique au Parlement haïtien. On s'y oppose catégoriquement. On est pour une collégialité où les décisions seront prises sur la base de consensus. Ce qui a été fait le 30 avril doit être révisé », avait théorisé l'économiste. En vérité, très peu, tout au moins quelques rares membres des parties prenantes, avaient manifesté l'envie de continuer à soutenir le choix de Bélizaire comme Premier ministre qui, d'ailleurs, avait disparu du radar dès que son nom était devenu un « irritant » pour le processus de désignation d'un chef de gouvernement.

Dans la polémique, seul l'OPL avait trouvé normal que « *le consensus était préférable aux élections »* en tout cas, c'est ce qu'avait déclaré Danio Siriac, porte-parole de cette organisation politique sur *Magik9* le 1e mai 2024. « *En politique, le consensus dépasse le niveau des élections. Dans une élection, il peut y avoir des choix émotionnels. Dans un consensus, avec surtout l'apposition de signatures, c'est le fruit total de la conviction. Il n'y a aucun règlement qui n'a pas été respecté. Chaque candidat était à la recherche de 4 voix pour présider le Conseil. C'est ce qui a été fait, mais par consensus. Les valeureux Conseillers ont compris dans le contexte qu'ils travaillent, qu'ils devaient utiliser une formule qui n'est pas compliquée. Il s'agissait d'une proposition d'un chef de gouvernement et non d'un choix arrêté. Les sept membres du Conseil ont droit de vote.*

Ils ont tous la latitude pour continuer à travailler sur le choix du Premier ministre » disait Danio Siriac, fervent partisan de Edgard Leblanc Fils. Prudent, il avait laissé une porte



Le conseiller présidentiel Fritz Alphonse Jean

ouverte pour d'éventuelles négociations et le partage du gâteau de la République. En outre, au fur et à mesure que le débat continue sur cette affaire, les acteurs, notamment, au sein même des Conseillers Présidents du BMI, on sentait qu'il y a une envie de sortir par le haut. Certains prenaient carrément leur distance avec Fritz Bélizaire, tandis que d'autres distillaient par-ci par-là des mots apaisants et proposaient de revenir à l'Accord du 3 avril. Louis Gérard Gilles, l'un des favoris du scrutin, mais qui avait donné son accord pour la désignation de Edgard Leblanc Fils, s'était, après réflexion démarqué de la position du BMI. Dans un entretien accordé le vendredi 3 mai à *Magik9*, il disait qu'il était favorable à une correction et qu'il était prêt à embrasser l'article 6 de l'Accord du 3 avril.

C'était clairement une fissure dans la belle entente qui avait conduit à la désignation par consensus de Leblanc Fils. Sans ambages, il reconnaissait que c'était une « erreur » de la part des protagonistes de ne pas respecter les procédures. Louis Gérard Gilles saluait même le courage des protestataires, Fritz Alphonse Jean et Leslie Voltaire, d'avoir dénoncé ce qui s'était passé. Il allait appeler des postulants certainement frustrés de venir déposer en masse leur dossier pour le poste de Premier ministre. Certains disent qu'il s'agit d'un désaveu complet de la méthode utilisée par ses collègues pour écarter les autres candidats. Durant l'émission, Gilles n'arrêtait pas d'envoyer des fleurs pour les membres du groupe minoritaire qui, de leur côté, s'activaient pour obtenir la fin du Bloc Majoritaire Indissoluble. *« C'était une erreur dans les procédures que nous avons nous-mêmes tracées dans l'Accord du 3 avril. Nous avions eu le mot des trois autres conseillers votants.*

Ils ont avancé que ce n'était pas la peine de réaliser une élection. On regrette de n'avoir pas pu faire l'exercice démocratique des urnes, comme annoncé officiellement, pour mettre fin à cette étape. Le problème des Conseillers minoritaires est réel. D'ailleurs, leur crainte est même légitime si l'on se réfère au concept d'abus de la majorité, qui est un principe dans toute collégialité. Les Conseillers Présidents reçoivent beaucoup de dossiers de candidature de Premier ministre par courriel. Je les encourage à acheminer leurs dossiers en dur au Président du CPT pour analyser leurs dossiers. Je reste convaincu que d'ici la semaine prochaine le pays doit avoir un chef de gouvernement. Je ne sais pas de qui il s'agira » indiquait Louis Gérard Gilles sur *Magik9* le 3 mai 2024. Finalement, des personnalités de la Société civile comme politique dénonçaient la formule de majorité indissoluble.

De Me Eugène Pierre-Louis, Doyen de la Faculté de Droit et des Sciences économiques de l'Université d'État d'Haïti qui avait qualifié de dangereuse « *la logique de groupe majoritaire dans le fonctionnement du CPT »* tout en déclarant que *« la logique de groupe majoritaire n'existe pas dans un Pouvoir exécutif collégial »* à l'ancien Premier ministre, Robert Malval, qui a pris la plume dans le quotidien *Le Nouvelliste*, tout le monde avait compris qu'il fallait fermer la parenthèse de BMI et trouver autre chose pour apaiser la tension, enlever la méfiance et faciliter le fonctionnement de la présidence de la Transition surtout que le Premier ministre du BMI était déjà écarté depuis longtemps. Bref, tout le monde appela au calme quitte à mettre dans la balance la tête du nouveau Président, Edgard Leblanc Fils. **(A suivre)**

C.C

Joel H. Poliard
M.D., M.P.H.

Family and Community Medicine
Public health and Pediatrics



5000 N.E. Second Ave,
Miami FL, 33137
tel. (305) 751-1105

Gilbert Bigio: Israel's Man in Haiti



Gilbert Bigio is Haiti's "richest man" and Israel's honorary consul there.

by Kit Klarenberg

In December 2022, Canada imposed strict sanctions on Gilbert Bigio, frequently referred to as "Haiti's only billionaire" and the deeply impoverished country's "richest man." Ottawa accused him, along with two other super-wealthy Haitian citizens, of using his outsized influence and power in the country "to protect and enable the illegal activities of the armed criminal gangs" that have been tearing Port-au-Prince apart for years. Since then, Bigio has remained at liberty and unpunished – meanwhile, Haiti has slid ever further into catastrophe.

Markedly, no other Western country – notably the sanctions-happy U.S. – followed Canada's lead. While wave upon wave of UN-mandated "peacekeepers" from every corner of the world have been deployed to Haiti in the past 30 years, they have been unable to quell – and often exacerbated – the violence that has left the country without a functioning state or civil society.

Kenya, currently leading a U.S.-devised "anti-gang" initiative called the Multinational Security Support Mission (MSS), recently seconded Washington's unsuccessful proposal to transform it into an actual UN military intervention.

For his part, Latin American & Caribbean Studies Professor Danny Shaw has zero doubt that Bigio and others like him are fundamentally responsible for encouraging and facilitating Haiti's collapse. He tells *MintPress News*: "Only a tiny, well-connected clique of white warlords completely isolated from the needs and reality of the 99.9% of the Haitian population has the necessary private airports, ports, and border contacts to smuggle guns and other contraband objects into the country."

That the arms have kept flowing all along, and no action has been taken to neutralize the Bigio-operated international criminal networks undergirding that influx, tends to suggest the tycoon's illicit activities are actively, if quietly, permitted by powerful elements within Western governments. As we shall see, Israel may lie at the forefront of Bigio's international protection racket. Comprehending how he furthers Israel's interests in Haiti and the wider region may be crucial to understanding how Tel Aviv's tendrils extend elsewhere overseas.

Professor Shaw notes that Bigio is also active in the neighboring Dominican Republic, working closely with President Luis Abinader. For example, Pablo Daniel Portes Goris, CEO of Bigio's GB Energy company, is Abinader's financial advisor. Walkiria Caamaño and Joan Fernandez Osorio are Bigio executives working for the Dominican president. Shaw adds:

"Individuals like Bigio have historically been untouchable on both sides of the border. Dominican Republic elites have historically teamed up with corrupt Haitian leaders against the 99.9% of the island's population. The Bigios and a handful of other multimillionaire families, along with their hired politicians, are a state within a state. Much of what occurs in Haitian politics, from political coups to targeted assassinations, can be traced back to the power struggle that occurs between them."

Admiration for Israel

In reporting on Bigio's sanctioning by Canadian authorities, the Western media universally refused to mention his lifelong dedication to Zionism or intimate, long-running ties with the Israeli state. This deficit is indefensible, given a February 2004 Jewish Telegraphic Agency report on the history of Jews in Haiti featured a lengthy portrait of the oligarch, offering some highly revealing, deeply suspect disclosures along the way.

AYITI / HAITI
PASPÒ DIPLOMATIK
PASSEPORT DIPLOMATIQUE
PD HTI [redacted]
BIGIO
GILBERT
Haïtienne [redacted]
[redacted] Port-au-Prince HTI
M
[redacted]
PDHTIBIGIO<<GILBERT<<<<<<<<<<<<<<<<<<<<<<<<<<<<
P[redacted]<<<<[redacted]

A redacted copy of Bigio's diplomatic passport

Bigio was described as the "de facto leader" of the country's ever-diminishing Jewish community, routinely convening celebrations such as Rosh Hashanah and Yom Kippur at his "big, beautiful house" in "one of the few upscale neighborhoods in Port-au-Prince." Despite not being "a religious man," Bigio was "especially proud of the Torah scroll he keeps in his study – the only Torah in Haiti." Coincidentally, Israel's founders were typically not observant Jews but predominantly atheists and evangelical Christians. They remain among Tel Aviv's most rabid supporters today.

The Jewish Telegraphic Agency revealed how Bigio's grandfather and father emigrated to Haiti in the late 1800s and during World War I, respectively, part of a contemporary wave of Sephardi Jew arrivals from Egypt, Lebanon, and Syria. Thereafter, the oligarch's forebears "prospered in the export of cotton, cacao and campeche wood." Come the present day, Bigio and his family had expanded their Haitian operations to include "industry and trading," a steel mill, and banking. These activities made them "extremely wealthy" in a country where "[a]bout 50% of the population is illiterate, and 76% of children under age five are underweight or suffer from stunted growth."

Despite this, while residing in a "well-guarded" palatial home replete with "a luxurious swimming pool and a gazebo for outdoor parties," Bigio dismissed suggestions average Haitians felt any "resentment" towards him or other wealthy expatriates in the country, which included a number of high-profile Israelis. Instead, he suggested, "if you know how to manage success, people admire you instead of hate you." He also "laughed" when asked if he'd ever experienced antisemitism in the country.

Bigio countered that Haitians "have a lot of respect for the Jews and a lot of admiration for Israel," noting Haiti voted in favor of the 1947 UN partition plan for Palestine, which created Israel. In the present day, he added, Port-au-Prince "annually imports $20 million worth of Israeli goods, ranging from telecom equipment to Uzi machine guns," and the pair enjoyed "good" relations. As the *Jewish Telegraphic Agency* noted, the tycoon was well-placed to comment on this issue: "Bigio…is the honorary Israeli consul in Haiti, which explains the enormous Israeli flag in front of his house – as well as his bulletproof Mercedes SUV."

This may mean Bigio enjoys de facto diplomatic immunity, which could partly explain how, despite the Canadian government's censure, weapons continue to flow into Port-au-Prince without hindrance and how he has not faced prosecution or penalties stateside or elsewhere. Conversely, though, the 2004 *Jewish Telegraphic Agency* interview concluded with Bigio refusing to "discuss politics or offer a Jewish perspective on the current revolt" against Haiti's democratically elected President, Jean-Bertrand Aristide. The unrest had been raging exponentially for two years by that point. Bigio explained:

"Our principle, which we respect daily, is to not mix in Haitian politics. Even after three generations, we are considered foreigners. So we believe that to have good relations with the government, we have to step aside. We take care of business, and let them take care of politics."

Bigio Empire

Just two-and-a-half weeks later, Haiti succumbed to yet another brutal, death squad-initiated, CIA-orchestrated coup. The effects reverberate throughout the country to this day. Aristide's removal from office was quickly followed by wholesale destruction of all his administration's progressive achievements for average citizens, U.S.-imposition of a savage junta in Port-au-Prince, and murderous paramilitary crackdowns on the ousted President's supporters and political base. The parlous state into which modern Haiti has been thrust directly results from these dire developments. That's indeed no accident.

The full extent of the cloak-and-dagger connivances that spurred Haiti's February 2004 coup and the identities of influential individuals and organizations implicated in sponsoring, funding, and training insurrectionary forces responsible for expelling the widely-beloved Aristide may never be known. Nonetheless, Bigio has been regarded as a key orchestrator of the insurrectionary upheaval.

In the spirit of *cui bono?*, the oligarch – contrary to his professed commitment to non-interference in Haiti's political affairs – seems an immediately obvious candidate for supporting Aristide's downfall.

Jeb Sprague, a leading academic researcher on paramilitarism in Haiti and transnational capitalism in the Caribbean, tells *MintPress News* that there were earlier attempts to block or oust Aristide's second government from office before February 2004. In late 2000, a coup plot was foiled in the lead-up to his government's inauguration; in December of 2001, an armed assault briefly took over the the National Palace; and in 2002-2003, "rebels" carried out a low-intensity contra campaign on the country's Central Plateau.

"Bigio was widely suspected to have supported these abortive efforts, in conjunction with fellow industrialists and treacherous, high-ranking local police and security officials," Sprague said. "Bigio, as well as some other oligarchs and leaders of the Haitian military, were placed on a U.S. government list of supporters of the Cédras junta, which seized power after the 1991 CIA-backed coup that ousted President Aristide."

Moreover, mainstream U.S. media has acknowledged Bigio's industrial-scale profiteering from the dismantling of what remained of Haiti's crumbling state institutions. Without minimum wages and protections for Haitian workers and state restrictions on foreign ownership and exploitation of the country's industry and resources, his family's financial interests expanded across the island – encompassing both Port-au-Prince and the Dominican Republic – exponentially. Among the most lucrative components of Bigio's newly enlarged portfolio were energy, security, and shipping. The *Miami Herald* reported in December 2021:

"The conglomerate's reach extends to the entire Haitian economy, from providing construction supplies and fuel to offering household necessities like cooking oil and food. He has branched out as well into the Dominican side of Hispaniola…Much of what is bought, sold or consumed in Haiti is likely to touch some corner of the Bigio empire."

Significantly, this expansion included building and overseeing Port Lafito, a significant export and import hub just north of the Haitian capital. It is here that the vast majority of heavy, war-grade weapons enter the country, then reach the hands of armed groups, therefore ensuring a state of constant crisis locally. In April 2018, a source with knowledge of the matter informed independent journalist Corey Lynn that the Israeli government assisted in Port Lafito's construction:

"He can enter anything [into Haiti] he wants…He also has powerful lobbyists in Washington D.C. to help him keep control of his assets…He does not allow competition and will crush anyone trying to compete with everything he produces or imports…[Bigio] has a private army of about 80 men protecting himself, his home and establishments. He also makes full use of every military, paramilitary, and police force in the country. Every chief of police is on his payroll."

Sprague explained to *MintPress* that:

"The 'families,' with

suite à la page(18)



In this undated photo, Gilbert Bigio is seen holding a Torah scroll. Bigio is a devout Jew with close ties to Israel



An Israeli guards a refugee camp for earthquake survivors in Port-au-Prince, Haiti, Nov. 27, 2010

COMMENT WASHINGTON A PRIS LE CONTRÔLE DE L'INFORMATION



Google, Facebook, Twitter et WhatsApp sont des entreprises américaines, dont le siège se trouve aux États-Unis et qui relèvent de la juridiction de Washington

Par Alan Macleod*

Peut-on laisser quelques multinationales connectées à l'appareil militaire US décider de ce que l'on peut savoir ou pas ? La question mérite d'être posée, car nous sommes bel et bien confrontés à une forme d'impérialisme technologique. C'est ce qu'explique le journaliste Alan Macleod, spécialiste des médias, dans cette intervention au Congrès international contre le fascisme, le néofascisme et les expressions similaires qui s'est tenu à Caracas les 10 et 11 septembre. (I'A)

Nous vivons peut-être la plus grande révolution médiatique de l'histoire – ou du moins depuis la naissance de l'imprimerie en 1440. Aujourd'hui, tout le monde est connecté aux autres grâce à son smartphone et à un réseau mondial de communication instantanée.

À certains égards, c'est merveilleux. Mais ce réseau n'est pas né de nulle part. Et ceux qui contrôlent le système ne sont pas des forces bénignes. En fait, une bataille silencieuse se déroule pour le contrôle des moyens de communication.

Les États-Unis tentent – et réussissent – à établir un contrôle sur nos sources d'information et de communication, car ils savent que cela leur donnera un pouvoir incroyable. En effet, les médias sont l'arbitre de ce qui est digne d'intérêt, de ce dont on se souvient et de ce qu'on oublie, de ce qui est vu et de ce qui ne l'est pas. Ce qui signifie qu'ils dictent aux gens les paramètres de ce qui est possible et de ce qui semble impossible. À ce titre, on peut dire qu'il n'y a pas de plus grande force qui façonne l'esprit humain aujourd'hui. Et plus que jamais, seules quelques entreprises contrôlent ce processus.

Nous pensons que ces groupes géants comme Google, Facebook, Twitter et WhatsApp sont des entreprises technologiques transnationales qui n'existent que dans le cyberespace. Mais ce n'est pas le cas. Ce sont des entreprises américaines, dont le siège se trouve aux États-Unis et qui relèvent de la juridiction de Washington.

Les Etats-Unis ont le pouvoir de dicter l'évolution d'Internet

Un exemple flagrant de cette situation s'est produit en 2020, lorsque le gouvernement américain a assassiné le dirigeant iranien Qassem Suleimani. Suleimani était la figure la plus populaire de l'Iran, et son assassinat a déclenché une vague de chagrin et de colère dans le pays et dans le monde entier. Cependant, le gouvernement américain ayant désigné l'unité militaire de Suleimani comme un groupe terroriste, Facebook, Instagram et d'autres plateformes américaines ont été contraints de censurer tout hommage à Suleimani au motif qu'il s'agissait d'un « soutien au terrorisme ». Cela signifie que des Iraniens parlant à d'autres Iraniens en farsi ont été empêchés de partager une opinion extrêmement populaire en ligne, à cause du gouvernement américain.

Ainsi, les États-Unis ont le pouvoir de dicter l'évolution d'Internet mais aussi des technologies de l'information et de la communication au niveau mondial. Les grandes plateformes de médias sociaux concurrencent et détruisent les médias locaux. Et les quantités extraordinaires de données qu'elles accumulent sur les individus étaient à peine imaginables il y a quelques décennies.

L'impérialisme technologique contrôle les esprits

Selon l'ancien modèle classique d'impérialisme, les Occidentaux dépossédaient les peuples de leurs ressources, dominaient l'économie et contrôlaient physiquement la terre.

Aujourd'hui, l'impérialisme technologique domine les systèmes d'information et de communication, ce qui leur permet de contrôler psychologiquement nos esprits.

Plus inquiétant encore, mes enquêtes journalistiques ont montré que ces grandes entreprises de la Silicon Valley sont intimement liées à l'État américain chargé de la sécurité nationale, qui a d'ailleurs été à l'origine de la naissance d'Internet.

Facebook, par exemple, s'est associé au Conseil atlantique de l'OTAN, ce qui lui permet de contrôler les fils d'actualité de milliards d'utilisateurs. Et sa division de modération des contenus est composée d'anciens agents de la CIA. Le responsable de la modération des contenus de Facebook est Aaron Berman, qui, jusqu'en 2019, était l'un des membres les plus haut placés de la CIA. Un lundi matin, il a quitté son poste à la CIA pour devenir un haut responsable de Facebook.

Google, quant à lui, est en fait né d'un projet de la CIA : les recherches menées à l'université de Stanford, qui allaient donner naissance au moteur de recherche, ont été financées et supervisées par la CIA. Et comme pour Facebook, Google compte aujourd'hui dans ses rangs des personnes issues de la sécurité nationale américaine.

Ces personnes contrôlent les algorithmes qui déterminent ce que le monde voit – et ne voit pas – sur ses écrans.

Elon Musk, quant à lui, bien qu'il se présente comme un franc-tireur, est un gigantesque contractant de l'État de sécurité nationale. Et il doit son succès commercial à son partenariat avec Mike Griffin, l'ancien chef de la division des investissements de la CIA.

En d'autres termes, Washington est en train d'établir un régime d'impérialisme technologique qui rivalisera et dépassera le pouvoir et l'influence des impérialismes du passé.

Il s'agit d'un véritable empire mondial, dont nous faisons tous partie. Par conséquent, je pense qu'il est impératif que nous commencions à considérer les grandes entreprises de la Silicon Valley comme des extensions de l'impérialisme américain.

Les GAFAM et la montée du fascisme

Je suis journaliste et je me concentre ici sur les médias. Mais n'oublions pas que chaque fois que nous utilisons des cartes Visa ou PayPal, que nous achetons sur Amazon, ou que nous utilisons Uber ou d'autres applications, une petite somme passe directement de nos poches aux États-Unis à travers ce qui constitue un gigantesque système d'économie rentière.

Or, comme nous le savons tous, dans le sillage de la décadence capitaliste, le fascisme est en pleine ascension, y compris en Europe et en Amérique du Nord. À maintes reprises, l'histoire a montré que les capitalistes se rangent toujours du côté des fascistes lorsque leur pouvoir et leur richesse sont remis en cause. Et ce n'est pas différent aujourd'hui.

Voyez, par exemple, Elon Musk, qui utilise actuellement sa plateforme pour promouvoir un changement de régime au Venezuela et au Brésil. Musk a soutenu des politiciens d'extrême droite comme Maria Corina Machado, et a appelé au renversement de Maduro. Il a également décrit le Brésil [de Lula] comme une dictature. Et n'oublions pas son rôle présumé dans le coup d'État bolivien de 2019 contre Evo Morales et le MAS.

Pourtant, dans le même temps, Musk salue l'Argentin Javier Milei comme un héros. Et il promeut constamment des théories du complot fascistes et racistes, diabolisant les immigrés.

Facebook et les autres plateformes tirent également profit de la haine et ont été très lents à stopper le flux de xénophobie et de bigoterie d'extrême droite sur leurs sites. Mais ils font des heures supplémentaires pour étouffer les voix palestiniennes qui s'opposent à la destruction fasciste de Gaza par Israël. Et beaucoup d'entre nous dans cette salle savent ce que c'est que d'être censuré par les algorithmes de ces plateformes, de sorte que nos opinions et nos messages n'atteignent pas un large public.

Le pouvoir que les États-Unis ont accumulé en contrôlant les réseaux sociaux est énorme. Et cet impérialisme technologique se traduit par des actions concrètes. En 2021, par exemple, quelques jours avant les élections au Nicaragua, Facebook a supprimé les comptes et les pages de centaines de sources d'information, d'hommes politiques et d'activistes de gauche, dans le but de faire basculer l'élection des Sandinistes vers le candidat soutenu par les États-Unis. Lorsque ces personnes se sont adressées à Twitter pour se plaindre, Twitter a également supprimé leurs comptes. Mon enquête a révélé que l'équipe de la plateforme ayant pris cette décision était remplie d'espions occidentaux.

Une autre information est possible

Mais assez discuté des problèmes. Parlons des solutions.

En Amérique latine, on a compris, depuis au moins le rapport MacBride de l'UNESCO de 1980, que l'impérialisme des médias est un énorme problème et qu'il existe une inégalité gigantesque dans le contrôle de ceux qui ont le droit de parler et d'établir l'ordre du jour international.

TeleSUR est né en Amérique latine de la prise de conscience de la nécessité de disposer de réseaux médiatiques détenus et exploités par les pays du Sud pour contrer l'hégémonie de l'Occident. TeleSUR a connu un certain succès, mais ce qu'il faut maintenant, c'est mettre en place des réseaux sociaux, des applications et une infrastructure technologique de base qui soient souverains, et non détenus et contrôlés par Washington ou par des entreprises américaines ayant des liens étroits avec l'État de sécurité nationale des États-Unis.

Franchement, l'un des seuls pays au monde qui semble avoir vu venir le danger et qui a agi en conséquence est la Chine. En Chine, ces applications créées par les espions américains ne sont pas légales et il existe des alternatives locales à tout. Alors que certains qualifient cette mesure d'« autoritaire », je pose la question suivante : qui devrait contrôler les moyens de communication ? Le gouvernement ou des oligarques étrangers ayant des liens étroits avec l'État de sécurité nationale américain qui utilise constamment ces applications pour promouvoir le discours américain et le changement de régime dans le monde entier ?

Serait-il possible de créer des services de messagerie, des méthodes de paiement et des plateformes de réseaux sociaux appartenant à l'Amérique latine et gérés par elle, qui pourraient être soumis à un contrôle démocratique ? Ca me paraît possible. Le principal problème est qu'il ne semble tout simplement pas y avoir de gouvernement prêt à investir dans ce domaine.

Le Venezuela peut et, en fait, doit être un leader dans ce domaine. Le Venezuela s'est déjà associé à d'autres pays pour créer des médias et trouver des moyens de contourner les sanctions illégales imposées par les États-Unis. Le gouvernement vénézuélien a compris la menace de la « guerra mediatica » dans les années 2000 et a encouragé la mise en place d'un réseau de médias alternatifs pour contrer la presse nationale détenue par les oligarques.

Il est impératif que nous nous attaquions à l'impérialisme technologique comme vous le faites avec l'impérialisme économique.



Alan MacLeod

Une autre piste à explorer est le mouvement pour la création de logiciels libres et open source avec des outils pour décentraliser l'Internet. Ce mouvement était autrefois populaire et fort, et a créé des produits qui fonctionnent.

Il est également essentiel de promouvoir l'éducation critique aux médias auprès de tous, jeunes et moins jeunes. Cette éducation devrait être enseignée dans les écoles et promue par les médias eux-mêmes. Tout le monde devrait analyser et critiquer tout ce qu'il consomme. Qui a écrit ou dit cela ? Quelles sont ses intentions ? Dans quel but l'ont-ils écrit ? Qui les finance ? Dans la société actuelle, ces compétences de base sont aussi importantes que le calcul ou la dactylographie. Nous passons des heures chaque jour à consommer des médias, mais nous ne sommes pas éduqués à les comprendre ou à les examiner de près.

Ce ne sera pas facile. Les pouvoirs en place se sont montrés impitoyables à l'égard des personnes qui tentent de mettre en place des alternatives. Julian Assange de Wikileaks a été persécuté pendant des années pour avoir dénoncé les crimes du gouvernement américain. Et regardez ce qui arrive actuellement au fondateur de Telegram, Pavel Durov. Il a été arrêté et risque dix ans de prison en France pour avoir refusé de coopérer avec les autorités occidentales en censurant ou en coupant les moyens de communication de leurs ennemis.

Mais rien de ce qui vaut la peine d'être fait n'est jamais facile. La bonne nouvelle, c'est qu'un nombre croissant de personnes se rendent compte que les États-Unis dominent les ondes et que nous devons faire quelque chose. Je me réjouis que des dirigeants latino-américains comme Nicolas Maduro mettent en lumière le problème et proposent que nous fassions quelque chose, car confier nos moyens d'information et de communication à ces oligarques de la technologie est un désastre et une voie vers le fascisme.

Je vous laisse donc sur cette idée : nous pouvons construire une technologie alternative pour contrer l'impérialisme numérique et nous devons le faire. Commençons dès aujourd'hui et nous gagnerons.

*Intervention d'Alan MacLeod au congrès international contre le fascisme, le néofascisme et les expressions similaires.

Investig'Action 4 octobre 2024

Le président Vénézuélien Nicolas Maduro s'exprime au Congrès international contre le fascisme, le néofascisme et les expressions similaires

More than just a meal.

Gathering for Sunday Dinner is a cherished tradition that builds strong family connections and honors heritage.

Check out just how powerful this one meal can be.
publix.com/SundayDinner



La Francophonie, un projet au service de l'ambition impérialiste française



La Secrétaire générale de l'Organisation internationale de la francophonie, Louise Mushikiwabo, lors du 19e Sommet de la Francophonie, en France



La France a accueilli les Chefs d'Etat et de gouvernement francophones à Villers-Cotterêts et Paris, les 4 et 5 octobre 2024

Par Thomas Borrel , Boubacar Boris Diop, Khadim Ndiaye , Odile Tobner et Aminata Dramane Traore

Le 19e sommet de la Francophonie se déroule ces 4 et 5 octobre 2024 à Villers-Cotterêts, en France. Dans cette tribune, Thomas Borrel, Boubacar Boris Diop, Khadim Ndiaye, Odile Tobner et Aminata Dramane Traoré dénoncent l'ADN colonial de l'Organisation internationale de la francophonie et le double discours de l'institution sur les droits humains.

« *L'unité du langage entraîne peu à peu l'union des volontés* », écrivait en 1904 le géographe Onésime Reclus, ajoutant : « *Nous avons tout simplement à imiter Rome qui sut latiniser, méditerranéiser nos ancêtres, après les avoir domptés par le fer.* » C'est bien en ces termes que fut théorisée la « Francophonie » par celui qui forgea ce néologisme. Celle-ci serait « *tout à la fois un espace de résistance et de reconquête* », expliquait pour sa part le président Emmanuel Macron au sommet de Djerba, en 2022. Plus d'un siècle sépare ces deux citations, dont la juxtaposition illustre l'ambiguïté coloniale qui persiste chez celles et ceux qui vont célébrer la Francophonie lors du sommet de Villers-Cotterêts.



De gauche à droite, la Secrétaire générale de la francophonie, Louise Mushikiwabo et le président français Emmanuel Macron

Loin de nous l'idée de contester l'intérêt d'avoir au moins une langue en commun pour échanger en étant dans différents pays, sur différents continents. D'ailleurs, nous ne nous en privons pas. Mais la Francophonie représente bien plus que cela : c'est un projet politique mu par la vieille ambition impérialiste française.

Façonner l'imaginaire politique

Dans nombre de pays, la Francophonie, c'est avant tout la promotion d'une langue coloniale, qui continue de façonner la manière de penser, de s'exprimer et de vivre le monde. C'est aussi l'affirmation d'un élitisme forcené puisque, face aux langues locales, l'usage familial du français concerne souvent une frange limitée de la population, avant tout urbaine et généralement plus aisée. Lorsque cette langue est celle de l'administration, des bourses d'études et des crédits de recherche, les élites politiques et économiques proviennent donc le plus souvent de ces milieux restreints où le français est très tôt devenu une seconde langue maternelle, voire la langue privilégiée. La reproduction des élites y prend ainsi une dimension linguistique qui façonne l'imaginaire culturel et politique... en cultivant un fort arrimage culturel à la France.

C'est d'ailleurs l'intention, même pas cachée, des promoteurs et promotrices de la Francophonie à Paris. « *Maintenant que nous avons décolonisé, notre rang dans le monde repose sur notre force de rayonnement, c'est-à-dire avant tout sur notre puissance culturelle* », reconnaissait le général de Gaulle en 1966. « *La Francophonie prendra un jour le relais de la colonisation ; mais les choses ne sont pas encore mûres* », précisait-il. Elles le sont devenues.

De nos jours, chaque rapport parlementaire français sur les relations franco-africaines est l'occasion de rappeler l'importance de la diffusion de la langue et de la culture française qui permet, comme l'écrivent en 2018 les députés Michel Herbillon et Sira Sylla, de « *créer les conditions d'un rapprochement profond et sur le temps long, de liens quasi émotionnels, d'une intimité qui peut s'avérer décisive en matière diplomatique* ». Car, rappellent-ils, « *si le travail de chancellerie permet d'avoir des "alliés", la diplomatie culturelle permet de se faire des "amis"* ».

Instrument de puissance culturelle

Et l'amitié peut – et doit – payer. C'est Jacques Attali qui l'explique le mieux, dans son rapport remis il y a dix ans au président Hollande, sur la « Francophonie économique ». Il y insiste sur la « corrélation entre la proportion de francophones dans un pays et la part de marché des entreprises françaises dans ce pays » et propose de créer à terme une « Union économique francophone aussi intégrée que l'Union européenne ». Un grand marché commun au centre duquel rayonnerait la France.

La mise en œuvre d'un projet politique nécessitait bien une institution multilatérale derrière laquelle dissimuler les ambitions françaises. « La Francophonie est une grande idée », expliquait le général de Gaulle en Conseil des ministres en 1963, ajoutant toutefois une précaution stratégique : « *Il ne faut pas que nous soyons demandeurs.* » Une mythologie savamment entretenue voudrait que la création, en 1970, de l'Agence de coopération culturelle et technique, ancêtre de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), ait été initiée par le président sénégalais Léopold Sédar Senghor et quelques autres. C'est oublier opportunément l'impulsion donnée par de Gaulle et par son Premier ministre Georges Pompidou, qui créa dès 1966 un « *Haut Comité pour la défense et l'expansion de la langue française* » en mobilisant justement son ami de jeunesse Senghor.

L'OIF est devenue l'outil dont la France avait besoin pour essayer de continuer de peser sur la scène internationale : un instrument de puissance culturelle, dont Paris assure la plus grosse part du budget et organise l'agenda politique, tout en prenant soin de ne jamais placer un Français à sa tête – toujours ce soin de ne pas être « demandeurs ».

Air de déjà vu

Outre les objectifs de diffusion culturelle et linguistique et de développement économique, l'OIF vise officiellement à « promouvoir la paix, la démocratie et les droits de l'Homme ». Car le rayonnement français entend se faire aussi sur le plan des « valeurs » que Paris brandit régulièrement, comme pour mieux faire oublier les terribles compromissions de sa politique étrangère, notamment en Afrique et au Moyen-Orient. L'OIF reprend ainsi à son compte l'hypocrisie de la France, et son discrédit croissant sur le continent africain. Ses opérations « d'observation » de scrutins sont réputées pour le blanc-seing qu'elles offrent aux plus sinistres farces électorales. Le vernis « pro-démocratie » de l'institution ne sert qu'à légitimer certains des pires régimes de la planète, pourvu qu'ils torturent en français.

Toute cette mascarade du sommet de Villers-Cotterêts est d'autant plus pénible qu'on nous fait déjà, comme lors du « nouveau » sommet Afrique-France de Montpellier il y a trois ans, la promesse d'un format « innovant », avec de « jeunes entrepreneurs » et « créateurs ». Comme à Montpellier, le sens du spectacle nécessitera sans doute quelque interpellation intrépide, pour montrer que l'OIF n'a pas peur de se moderniser.

Afrique XXI
4 octobre 2024

LA DIFFERENCE
AUTO SCHOOL
LEARN TO DRIVE



La Différence Auto School
836 Rogers Avenue
(between Church Avenue
& Erasmus Street)
Brooklyn, NY 11226
Manager: Ernst Sevère
Tel: 718-693-2817
Cell: 917-407-8201

LACROIX MULTI SERVICES
Tel: 718-703-0168 * Cell: 347-249-8276
Fax:718-703-4640
1209 Rogers Avenue, Brooklyn, NY 11226
www.lacroixmultiservices.com
• Income Tax • Electronic Filing
• Refund Anticipation Check (RAC)
• Direct Deposit - IRS Check
• Business Tax • Notary Public
• Immigration Services
• Translation, Preparation, Application, Inquiry letters
• 6 Hour Defensive Driving Course • Fax Send & Receive
• Resume • Property Management • Credit Repair
Lacroixmultiservices@yahoo.com
LOVE PEACE POWER LMS

Troisième Marche Mondiale pour la Paix et la Non-violence : un appel global à l'unité !



Troisième marche mondiale pour la paix et la non-violence

La 3MM, c'est aussi des actions concrètes de solidarité avec les migrants.

Chalatenango, au Salvador, accueille la troisième Marche mondiale pour la paix et la non-violence

Le 2 octobre, jour de l'anniversaire de la naissance de Gandhi, la Troisième Marche mondiale pour la Paix et la Non-violence a débuté au Costa Rica, un événement promu par l'Association « Monde sans Guerres et sans Violence » (MSGSV). Cette marche a débuté dans un pays qui, depuis 1948, a choisi la paix en renonçant à l'armée. La cérémonie d'ouverture de la marche a eu lieu à l'Université de la Paix (UPAZ), la seule institution mondiale créée en application de la résolution 35/55 de l'Assemblée générale des Nations Unies en 1980, qui se consacre entièrement à la formation d'étudiants de plus de 120 nations pour construire un avenir de paix.

Le recteur de l'UPAZ, Francisco Rojas Aravena, a ouvert l'événement en soulignant le pouvoir de l'éducation dans la construction de la paix. Giovanny Blanco, coordinateur de '*Monde sans Guerres et sans Violence' MSGSV* au Costa Rica, a exprimé sa fierté quant au choix du Costa Rica comme lieu d'ouverture et de clôture de la troisième édition de la Marche mondiale, appelant à l'unité pour construire une nouvelle ère de paix à travers la non-violence active.

Federico Monge, représentant du bureau du Médiateur, a également pris la parole, soulignant que la paix est un devoir qui doit être garanti à tous, tandis que la vice-rectrice de la vie étudiante de l'Universidad Estatal a Distancia (UNED), Mme Raquel Zeledón Sánchez, a souligné le rôle de l'éducation et des femmes dans la promotion de la paix et du développement communautaire.

Rafael de la Rubia, fondateur des marches mondiales pour la paix et la non-violence, a invité toutes les personnes présentes à se consacrer à la croissance personnelle et sociale, en souhaitant que « *chacun fasse quelque chose d'inspirant dans cette construction commune qu'est la marche mondiale* ». À la fin des discours, Vanessa Vaglio, de Monde Sans Guerres et Sans Violence MSGSV, a dirigé la lecture commune de l'engagement éthique à ne pas utiliser ses connaissances contre l'humanité.

La cérémonie s'est achevée par un acte symbolique, au cours duquel les membres de l'équipe centrale du Costa Rica, du Chili, de l'Équateur, de la Guadeloupe, du Honduras, de l'Italie, de la Pologne, de l'Allemagne et du Suriname, ainsi que les autorités, les étudiants et les enseignants, ont réalisé un grand symbole de paix avec leurs corps, en affichant des signes avec le mot « paix » dans différentes langues.

Accompagné d'un vibrant spectacle culturel avec la participation du duo Contrapunto composé d'Alejandra Espinoza et de Gerardo Cascante, le groupe rythmique du Liceo Diurno de Ciudad Colón, et la présentation de danses ancestrales par les enfants de l'école Quizarco, de la communauté indigène Huetar de Quitirrisí, cet événement marque le début d'une journée mondiale dédiée à la promotion de la paix et de la non-violence, plus essentielle que jamais dans le monde d'aujourd'hui.

La cérémonie d'ouverture a été suivie d'une marche depuis l'université jusqu'à l'Escuela del Rodeo, où les enfants sont venus saluer la Marche mondiale avec de petits drapeaux costariciens. Ensuite, une caravane d'autobus et de véhicules a conduit la marche jusqu'au centre de la capitale, San José, où une nouvelle marche accompagnée par la mairesse de la ville, Mme Yariela Quirós, et les autorités du gouvernement local s'est rendue jusqu'au Parlement costaricien. Là, des représentants du Parlement ont remis à Rafael de la Rubia une motion de soutien à la troisième Marche mondiale pour la paix et la non-violence, qui a été approuvée à l'unanimité.

Enfin, la collecte de signatures pour une déclaration de soutien de tout le peuple costaricien a été lancée, les parlementaires ont été les premiers signataires.

Enfin, l'événement s'est conclu par un hommage à la Déclaration de Paix à tous les Peuples du Monde de la part du Costa Rica et à l'abolition de l'armée, sur la Place de l'Abolition de l'armée, située à côté du bâtiment du Congrès de la République.

Le 3 octobre, l'université Andrés Bello de San Miguel, au Salvador, a ouvert ses portes aux participants de la 3e Marche mondiale pour la Paix et la Non-violence en leur réservant un accueil chaleureux. Les étudiants ont reçu l'équipe de base, composée de personnes originaires du Costa Rica, de Colombie, d'Équateur, du Chili, de Guadeloupe, d'Italie, d'Espagne, d'Allemagne et de Pologne, créant ainsi une atmosphère de fête et d'unité.

L'événement a débuté par un discours inspirant du Dr Rommy Sandoval, qui a accueilli les marcheurs en soulignant l'importance d'une initiative qui, depuis 15 ans, promeut la paix dans le monde. Ce discours a été suivi par celui du jeune diplômé Héctor Arias, qui a insisté sur la nécessité de cultiver des valeurs fondamentales pour construire une paix durable. Les enseignants de l'institution participeront également activement, réaffirmant l'engagement de l'enseignement supérieur en faveur de ces idéaux vitaux.

Rafael de la Rubia, membre de l'équipe centrale et de l'association « Monde sans Guerres et sans Violence », ainsi que l'initiateur des Marches Mondiales pour la Paix et la Non-violence, a chaleureusement remercié l'accueil et a présenté avec enthousiasme les délégations qui l'accompagnaient.

Un moment particulièrement émouvant a été offert par de jeunes étudiants, qui ont enchanté tout le monde avec des danses folkloriques, offrant un premier aperçu de la riche culture salvadorienne. À la fin de l'événement, les participants ont reçu des roses blanches, symbole de la paix, et la délégation hondurienne, conduite par Leonel Ayala, s'est jointe à eux pour soutenir cette cause commune.

Ce rassemblement n'était pas un simple événement, mais une célébration importante de l'unité et de l'engagement de l'université et de la société civile du Salvador en faveur d'un avenir pacifique.

Le samedi 5 octobre, la ville de Chalatenango, au Salvador, a accueilli l'équipe de base internationale de la troisième Marche mondiale pour la paix et la non-violence, dans les locaux de l'université Andrés Bello, où elle a reçu un accueil chaleureux et émouvant.

L'événement a véhiculé un message fort : dans les pays d'Amérique centrale, un monde meilleur est possible, dans la paix et sans violence, pour les générations actuelles et futures. Des enseignants, des membres de la communauté et des étudiants de la région ont participé à cet événement plein de joie et de couleurs. Ils ont partagé leurs idées à travers des présentations, des poèmes et des chansons, en divertissant un public de jeunes enthousiastes.

L'équipe internationale, qui parcourra l'Amérique centrale et le Mexique du 3 au 13 octobre 2024, a été chaleureusement accueillie par les participants. À la fin de l'activité, le public a eu l'occasion de poser des questions sur la manière dont il pourrait s'intégrer activement à 3MM, à la fois en tant que communauté d'étudiants et en tant que partie intégrante du pays.

Pour conclure, les invités ont été conviés à déguster une variété de plats traditionnels typiques de la région de Chalatenango, dans une atmosphère hospitalière qui a distingué les enseignants, le personnel administratif et les étudiants de l'UNAB.

La troisième Marche mondiale pour la Paix et la Non-violence arrive au Guatemala via Esquipulas

Le 7 octobre, le Guatemala a officiellement accueilli la Troisième Marche Mondiale pour la Paix et la Non-violence. La journée de l'équipe de base a été longue, commençant tôt le matin par une marche pour la paix de 3 km, qui a attiré l'attention des habitants et de la police locale, venus assurer la sécurité jusqu'au site où a été construit le monument latino-américain de la première Marche mondiale pour la Paix et la Non-violence, faisant allusion aux marcheurs « pour leur énorme effort pour apporter le message de paix et de non-violence à l'Amérique latine », comme l'indique la plaque installée devant le monument.

À cette occasion, l'équipe de la base a effectué des travaux de nettoyage du monument et de ses environs, motivant les autorités municipales qui ont envoyé deux camions de travailleurs pour aider à nettoyer les routes et ramasser les ordures.





Marche Mondiale pour la paix

En outre, les marcheurs ont rendu hommage à ce travail, soulignant l'importance de poursuivre la lutte pour la paix et la non-violence dans un contexte de défis mondiaux. Ils ont également renouvelé leur engagement éthique à mettre leurs connaissances au service de l'humanité et de la construction de la Nation Humaine Universelle.

Trois heures plus tard, une caravane de marcheurs, de cyclistes et de camionnettes est partie du bureau de douane d'Aqua Caliente, à la frontière avec le Honduras, pour arriver au monument « Porte ouverte à la paix », dans le centre d'Esquipulas. Là, les participants ont été accueillis par le maire Carlos Alberto Portilla Palma et d'autres autorités locales.

Tous les membres de l'équipe centrale, y compris Alberto Vásquez, référent de la Marche au Guatemala, et Rafael De La Rubia, coordinateur de la Marche, ont déposé une rose blanche au monument de la paix, soulignant l'importance de l'initiative et rappelant que la ville a toujours été présente lors des deux Marches mondiales précédentes, ainsi que lors de la Marche centraméricaine. « Nous sommes fiers qu'aujourd'hui, vous, promoteurs de la paix et de la non-violence dans le monde, reconnaissiez l'héritage de ce peuple et le mainteniez en vie », a déclaré le maire.

Esquipulas a été un lieu important pour la paix et la réconciliation dans la région d'Amérique centrale, puisque les accords de paix Esquipulas I et Esquipulas II y ont été signés. Esquipulas n'est pas seulement une ville historique et de pèlerinage, célèbre pour sa cathédrale avec le Christ noir, mais représente également un point de passage pour de nombreux migrants en transit vers le Mexique et les États-Unis. C'est pourquoi l'équipe de la base a également visité le centre d'accueil « Casa del Migrante », offrant son soutien en tant que bénévoles pendant quelques heures, certains dans la cuisine, d'autres dans la commande et le stockage d'outils de nettoyage et d'autres encore dans l'animation des enfants.

Avec cette activité, l'équipe de base démontre que la Marche du Tiers Monde est aussi une action concrète de solidarité avec les migrants, de solidarité avec les personnes déplacées par la violence économique et envoie un message de solidarité avec les migrants et le précieux travail bénévole que tant de personnes accomplissent dans de nombreuses parties du monde.

En fait, la Marche n'est pas seulement un appel collectif à l'action sociale, mais aussi un chemin interne de croissance personnelle.

Pressenza 11 Octobre 2024

Abinader et sa place dans le chœur néofasciste…



Abinader a nommé le vice-amiral Lee Ballester au poste de directeur de l'immigration pour faire la chasse des haïtiens

Par Lilliam Oviedo

« Tous les cœurs des hommes sont ma nationalité :/ enlevez-moi mon passeport ! »

Il faut citer Mahmud Darwish, le poète national de Palestine, expulsé par les occupants et membre conscient du groupe des agressés.

Avec la proposition d'expulser dix mille Haïtiens de la République dominicaine chaque semaine, Luis Abinader assume la position de la droite qui, dans son ensemble, appose le sceau d'« illégal » sur tout être humain qui voyage sans le document flou que décrit Darwish.

La droite ultranationaliste et la droite mondialiste imposent ce piétinement aux enfants en cage et aux pauvres de tout âge et de tout sexe qui traversent sans autorisation les frontières toujours ouvertes au capital et aux partisans du schéma de domination.

Suivant l'exemple du leadership caricatural des États-Unis et de l'Europe, Luis Abinader, après être devenu le principal demandeur de l'invasion d'Haïti, a ordonné l'expulsion de dix mille Haïtiens de la République dominicaine chaque semaine.

En tant que version d'un homme de droite agissant dans les Caraïbes, il reprend également l'héritage balagueriste et nomme le vice-amiral Rafael Lee Ballester au poste de directeur des migrations. Entre mission et titulaire, il est difficile de savoir lequel est le plus répréhensible !

Il l'a nommé malgré le fait qu'il soit l'un des impliqués dans la disparition, en 1994, du professeur et journaliste Narciso González. La nomination de Lee Ballester rappelle les actions de Joaquín Balaguer, qui a confié des actions abusives à des personnages liés à la violence et au paramilitarisme.

Balaguer a chargé Ramón Pérez Martínez, alias Macorís, d'expulser des milliers de familles pour remodeler une partie de la capitale et, lorsqu'il a voulu démanteler le syndicat des travailleurs de la société d'électricité dominicaine pour faire place à la privatisation, il lui a confié la direction de cette entreprise publique. Près de quatre décennies plus tard, le système continue cette pratique.

De la même manière que Balaguer a utilisé le passé paramilitaire de Macorís (forgé sous la direction de Balaguer lui-même), Abinader utilise l'histoire de Lee Ballester. Pourrait-il y avoir une meilleure description d'un système politique anachronique, abusif et pourri ?

Les déchets médiatiques

En 2018, la justice hongroise a acquitté la journaliste Petra László, qui trois ans plus tôt avait donné des coups de pied et fait trébucher deux réfugiés syriens à la frontière hongroise avec la Serbie. Pour le système, c'était une infraction et elle a expiré.

En République dominicaine, le coup de pied de László équivaut à une expression encore plus vulgaire : le spectacle grotesque que sont les applaudissements pour les abus commis par des créateurs de contenu trash et des analystes de médias qui n'apparaissent pas (alors qu'ils devraient apparaître) sur la liste des créateurs trash.

Le président propose et les analystes et pseudo-analystes célèbrent. Ils font des blagues et plaisantent en disant que « les bruns qui fuient le camion » devraient gagner une médaille olympique en athlétisme pour ne pas être « ramassés » parce que «

Le président propose et les analystes et pseudo-analystes célèbrent. Ils font des blagues et plaisantent en disant que *« les personnes à la peau noire qui fuient le camion »* devraient gagner une médaille olympique en athlétisme pour ne pas être *« ramassées » parce que « cela veut dire, Lee Ballester va nous nettoyer des Haïtiens. »*

Y a-t-il jamais eu de plus grande torsion que ces expressions chargées de racisme, qui manifestent les préjugés les plus pernicieux et qui alimentent la xénophobie ? Le camion est le véhicule dans lequel les agents d'immigration poussent quiconque porte le sceau d'illégal. Avec les expressions de ramassage et de nettoyage, la condition humaine des victimes d'abus est niée.

Quelle autre composante nécessite un discours visant à intégrer la haine dans le sens commun ?

Avec l'incontestable incidence de la censure et de l'autocensure dans les médias, il est impossible de penser que les éloges de Lee Ballester et la célébration des abus ne soient pas approuvés et même commandités par les médias eux-mêmes, dont les propriétaires ont vu leurs entreprises croître en payant des salaires déprimés.

Cela reste du modèle balagueriste, tout comme la pratique de créer des agresseurs et de les utiliser. Les abus de classe sont tolérés et dissimulés par l'État. L'accumulation peut être modernisée, mais jamais humanisée.

Pour les institutions hongroises, le coup de pied de László était une simple infraction. Pour les institutions dominicaines, célébrer les abus n'est pas un crime. Le média où travaillait László l'a annulé en raison de la pression publique, mais, comme les Dominicains, ces médias ont pour politique de dissimuler le racisme et de justifier les abus contre les pauvres.

Peu de communicateurs ont souligné l'absurdité du calcul présenté par Abinader. Ils se limitent à rapporter les plaintes des groupes qui ont été dépouillés de leur travail, sans analyser quels mécanismes d'accumulation sont censés être privilégiés à ce moment-là et quelles factions bourgeoises bénéficieront de l'exercice de la surexploitation dans un avenir proche.

Ceux qui se définissent comme progressistes, mais qui sont engagés dans des secteurs de la classe dirigeante et devraient soutenir Abinader, allèguent la légalité, les documents, l'exercice de la souveraineté en matière de migration et autres bêtises…

Qui aurait cru qu'ils pourraient articuler des questions cohérentes s'ils ont observé en silence ou critiqué timidement et avec des phrases très tièdes l'expulsion des femmes haïtiennes en travail ?

Le pouvoir médiatique fait partie d'un réseau d'abus qui n'est pas dirigé par Lee Ballester ou le controversé ultra-nationaliste nommé Angelo Vasquez (le chef de l'Ancien Ordre Dominicain) qui, en chœur avec des producteurs de contenu trash également remis en cause, organise des manifestations contre la présence de migrants haïtiens.

Ce réseau est dirigé depuis l'étranger par les secteurs qui ont installé une sorte de corporation fasciste en Ukraine et maintiennent le gouvernement brisé de Benjamin Netanyahu en Israël, malgré le fait qu'il applique une politique d'extermination contre le peuple palestinien. Les mêmes qui, en Ukraine et en Palestine, comme en Syrie, au Yémen et dans d'autres parties de la planète, tentent de s'approprier les ressources stratégiques qui deviennent indispensables pour mener le progrès technologique et le progrès industriel dans le secteur de l'armement.

En République dominicaine, ce sont les secteurs qui coordonnent la dépendance et la reddition qui dirigent le mouvement, ceux qui ont élevé, avec la collaboration israélienne et la tutelle yankee et canadienne, un mur de clôture à la frontière avec Haïti, ceux qui ont pour mission d'appliquer, à tout prix, la politique impérialiste dans toute l'île, ceux qui ont confié au Commandement Sud des États-Unis le contrôle des processus d'exploration et d'exploitation des terres rares sur le territoire dominicain et à la frontière avec Haïti.

Luis Abinader cherche à maintenir son insertion, en tant qu'entrepreneur et en tant que fonctionnaire politique, dans ces secteurs, et il doit maintenir le statut de leader de groupe.

La presse prostituée, les faux progressistes et les renégats doivent jouer le jeu, en soutenant sans vergogne les journées abusives de rapatriement ou en les remettant en question sans conviction, en demandant le respect d'une légalité qui, par définition, est illégitime, cruelle et inhumaine, car elle porte une marque de classe.

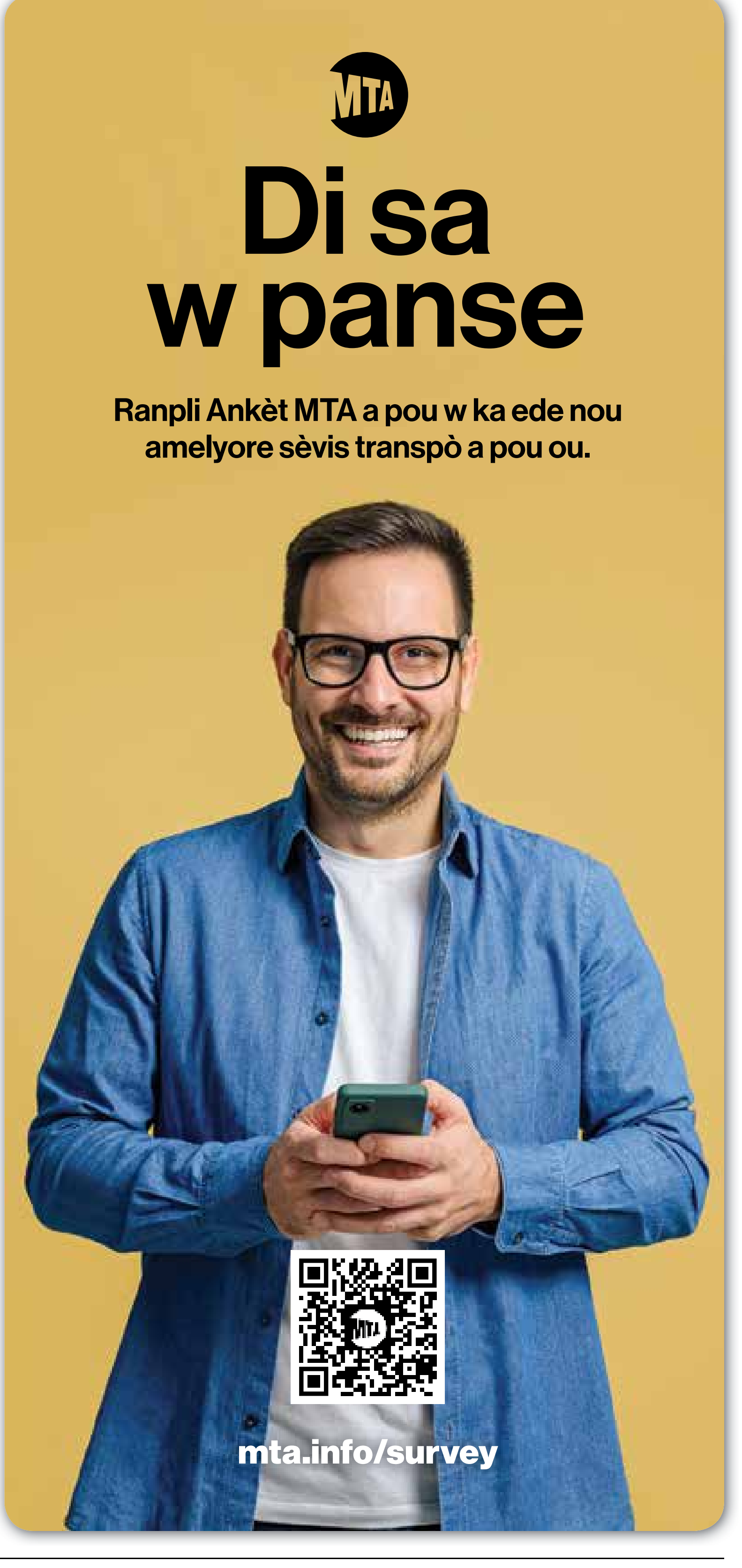
« Méfiez-vous de ma faim et de ma colère ! » prévient Mahmoud Darwich dans un autre des poèmes qu'il nous a laissés en héritage.

La conscience conduit à l'identification de classe et à la dénonciation des abus contre les pauvres, car seuls les pauvres sont sans papiers et seules les victimes de spoliation sont malmenées par la presse prostituée et par les politiciens criminels. Est-il superflu de les nommer séparément ? Il semble que oui.

La société de classes n'autorise plus de correctifs. Nous devons nous opposer au racisme et à la répression avec l'exhortation du Che : *« chaque jour, nous devons lutter pour que cet amour de l'humanité vivante se transforme en actions concrètes »*

Faire l'histoire, c'est reconnaître la grandeur des humanistes qui ont utilisé les armes et la pensée pour combattre, dénoncer les hommes de main et condamner ceux qui vendent (pour de l'argent et des privilèges) la plume, la pensée et l'action.

Résumé latino-américain
9 octobre 2024



Sri Lanka, marxiste ou pas marxiste ?

Par Jean-Pierre PAGE*

1ère partie

« Il faut que tout change pour que rien ne change ! »
Giuseppe Tomasi de Lampedusa ;

Récemment, la presse internationale s'est faite largement l'écho de l'élection présidentielle au Sri Lanka. De manière assez stupéfiante et presque unanimement on a dans les médias mainstream, sur les réseaux sociaux ou à travers les déclarations péremptoires de politiciens de droite comme de gauche, signalé ou salué l'arrivée au pouvoir d'un président « marxiste », voir « marxiste-léniniste », mieux encore « communiste ». De tels commentaires ont suscité à Colombo une hilarité générale ! On en plaisante encore.



Le nouveau Président, Anura Kumara Dissanayake n'est ni anticapitaliste, ni anti-impérialiste, ni même social-démocrate et certainement pas communiste

Bizarrement, personne ne s'est posé la question de savoir pourquoi au même moment les dirigeants américains, ceux de l'Union Européenne, le FMI étaient eux aussi visiblement séduits par la nouvelle, applaudissant à ce qui était un évènement, pourtant prévisible. La bourse de Colombo est repartie nettement à la hausse et la roupie a gagné quelques points. Le monde des affaires sri lankais a poussé un ouf de soulagement. La multinationale pétro chimique Shell qui avait soutenu l'impétrant, la Banque mondiale et la Fondation Bill Gates se sont immédiatement déclarées ravis. Sommes-nous en train comme on pourrait l'imaginer d'assister à une soudaine conversion des représentants de l'oligarchie, à un tremblement de terre politique ou plutôt à une manipulation rondement menée ?

Faits et effets !

La réponse est simple ! Le nouveau Président, Anura Kumara Dissanayake n'est ni anticapitaliste, ni anti-impérialiste, ni même social-démocrate et certainement pas communiste. Quitte à décevoir ceux qui prennent leurs désirs pour des réalités, il ne faut pas confondre l'effet et les faits. Or, il est bien connu, « les faits sont têtus » ! A y réfléchir à deux fois et à s'y tenir, rend les choses plus simples à comprendre.

C'est pourquoi, à lire certains articles situés politiquement à « gauche », on ne peut qu'être étonné par les approximations, la superficialité, l'absence totale de prudence et de précaution dans les analyses que l'on peut trouver sur quelques sites qui visiblement connaissent mal le sujet. Je ne veux accabler personne ! Mais, le minimum minimorum n'aurait-il pas dû être de commencer par s'informer ? Fort heureusement d'autres l'ont fait et on produit des commentaires autrement plus pertinents et utiles si l'on veut comprendre l'imbroglio sri lankais. Alors, considérons les faits !

Au retour d'un voyage en Chine, et alors que je me trouve à Colombo de nombreux amis en France et à l'étranger m'ont sollicité afin de donner un avis, non comme un expert ou un spécialiste, ce que je ne suis pas et ce que je ne cherche pas à devenir, mais plus à cause de mes liens avec le Sri Lanka, ce pays magnifique que j'aime énormément. Je pourrai écrire « je sais que je ne sais rien », je m'en garderai bien. J'ai vécu une quinzaine d'années au Sri Lanka, y compris au moment de la guerre, j'y ai des liens familiaux, et j'ai la chance de connaître personnellement un grand nombre de militants politiques sri lankais, de ministres et présidents, de syndicalistes, de journalistes et diplomates, d'écrivains, d'artistes mais surtout un peuple formidable parmi lequel je compte un grand nombre d'amis et de camarades. Modestement, j'apporte ici mon témoignage et rien d'autre, n'étant nullement inquiet, ou préoccupé par le statut qui est le mien.

Alors, qu'en est-il du JVP ?

Anura Kumara Dissayanake, le nouveau président sri lankais, plus connu sous le sobriquet d'AKD est le principal dirigeant du JVP, un parti politique qui à sa fondation en 1965 se réclamait du marxisme léninisme et professait un guévarisme teinté de maoïsme, mais aussi paradoxalement de chauvinisme cingalais et d'hostilité à la minorité tamoule, en particulier vis-à-vis des travailleurs des plantations de thé. Cette organisation au départ, lycéenne, étudiante et rurale fut à la tête de deux insurrections armées en avril 1971 et 1988/89. En 1971, le JVP combattait le premier gouvernement de gauche de Sirimavo Bandanaraike qui comptait plusieurs ministres communistes et trotskistes. En 1988/89 il se retourna contre ses alliés de droite de l'UNP, c'est-à dire du parti comprador avec lesquels il avait lutté contre les Indiens. Dans les deux cas, ces rebellions armées se conclurent dans le sang, les massacres et plusieurs milliers de victimes. Les principaux dirigeants du JVP furent emprisonnés, torturés et exécutés sommairement dont Rohana Wijeweera, son fondateur.

Ce que l'on sait moins, c'est que ce groupuscule gauchiste aux multiples scissions, exclusions et règlements de comptes souvent violents fût habilement promotionné et manipulé en différentes périodes par le redoutable président J.R. Jayewardene (J.R.), dirigeant de l'UNP. Ce dernier fût l'homme de l'ouverture du pays au libéralisme dans la foulée du Chili de Pinochet. Il lui fallait pour cela imposer un état répressif afin de protéger les intérêts privés et les investisseurs étrangers. Pour se justifier et légitimer cette politique autoritaire et réactionnaire J.R. avait besoin d'un opposant radical sur mesure. Il fit jouer ce rôle au JVP.

Ainsi, à la suite de l'intervention armée de l'Inde dans l'ile aux épices en 1987, à la demande du président Jayawardane, on assista à la constitution surprenante d'un front commun anti-indien allant du gouvernement réactionnaire et pro occidental de J.R. Jayewardene et de son successeur du même parti Ranasinghe Premadasa, au JVP et jusqu'aux aux séparatistes du LTTE, les fameux Tigres Tamouls. L'Inde subit alors une défaite humiliante, on chassa les indiens et on imposa même à Rajiv Ghandi, alors premier ministre indien des négociations et des compromis qui plus tard lui coutèrent la vie de ne pas les avoir respectés. Ce fût aussi l'occasion pour ces trois forces politiques réunies de profiter de l'occasion pour se livrer ensemble à la liquidation de nombreux opposants, de militants de gauche, dont de nombreux communistes, de syndicalistes, d'intellectuels qui avaient le tort de défendre l'idée d'un combat en faveur d'un Sri Lanka socialiste et uni par-delà la diversité ethnique et religieuse. Après la rupture de cette alliance de circonstance, une répression atroce devait suivre. Elle s'abattit sur le pays et on comptabilisa de nouveau des milliers de victimes tout particulièrement dans les campagnes et la jeunesse.

Finalement en 1993, le JVP fut autorisé à légaliser ses activités, il ne s'opposa pas au retour aux affaires en 1994, d'un gouvernement nationaliste de centre gauche très modéré afin de permettre à celui-ci de poursuivre sa guerre contre le LTTE. Plus tard, en 2004, on vit même Anura Kumara Dissayanake (AKD) participer au gouvernement de l'ancienne présidente Chandrika Kumaratunga comme ministre de l'agriculture pour finalement s'y opposer par la suite sous le prétexte de la coopération du gouvernement avec le LTTE au sujet de l'aide à apporter aux victimes tamoules du Tsunami.

L'évolution politique du JVP s'est ensuite accélérée après la disparition inattendue et surprenante du dernier survivant de la direction historique du JVP, Somawansa Amarasinghe. Anura ayant pris la direction du parti, celui-ci procéda d'emblée à une sorte d'« aggiornamento » en forme de séance d'exorcisme à l'égard du passé révolutionnaire du JVP. Il vient d'ailleurs de renouveler cette mise à jour révisionniste. Il fallait démontrer que le parti avait changé. Il fit donc publiquement son acte de contrition pour regretter les graves erreurs commises par ses prédécesseurs. Dorénavant, le parti allait changer et accepterait le jeu politicien, le respect de la constitution, celui des alliances électorales, le système de « crossover » et les arrangements ayant pour but de participer aux institutions de la bourgeoisie. A une question qui lui fût posé en juillet 2015 sur sa vision d'une société de justice Anura répondit : *« La politique du JVP n'est pas de prendre aux riches pour donner aux pauvres »*.

On s'éloignait de la rhétorique révolutionnaire en faveur d'un discours plus raisonnable, bref on changeait radicalement en se déclarant disponible. Toutefois pour conserver un semblant d'identité on allait maintenir pendant quelques années encore, la faucille et le marteau, le rouge des drapeaux ainsi que la référence à la figure de proue de Rohana Wijeweera, et même les portraits géants de Marx, Engels, Lénine que les militants avaient l'habitude de porter à bout de bras dans les manifestations mais qui depuis quelques temps étaient arrimés sur les toits de Mercédès derniers modèles. Bref, le parti n'était plus celui des temps héroïques de la clandestinité et de la lutte armée, mais on cherchait toutefois à en garder les apparences. Aujourd'hui tout a changé, on a renoncé à la faucille et au marteau, fini également les drapeaux et les chemises rouges et il y a lourd à parier qu'on ne reverra pas de sitôt les portraits géants des dirigeants historiques du mouvement ouvrier international. Pour bien se faire comprendre, quant à cette mutation, Anura, qui aime à rassurer le monde des affaires et l'élite du pays n'hésitait plus à affirmer : *« nous n'avons rien contre les riches, nous ne sommes pas opposés à ce qu'ils s'enrichissent, mais ils doivent payer leurs impôts, nous ne voulons pas que les pauvres soient plus pauvres »*. On ne saurait mieux dire !

Aux élections présidentielles de 2010, le JVP apporta son soutien au général Fonseka, un conservateur de tendance bonapartiste, allié constant de la droite sri lankaise. Ce fût un échec retentissant. Par la suite, les compromis déclarés du JVP ou non avec tout ou partie de l'oligarchie locale et des forces compradores sri lankaises étroitement liées à Washington, Bruxelles et Londres vont se poursuivre, mais sans être marquées pour lui par des résultats électoraux significatifs. Malgré ses efforts afin d'obtenir une respectabilité, l'influence du JVP au Parlement sera jusqu'à aujourd'hui réduite à 3 députés sur 225.

A Suivre

* Ancien responsable du secteur international de la CGT.

LGS 9 Octobre 2024

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen sur les conclusions du Ministère Public maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée la dite action admet en conséquence le divorce de la dame Marie Fleurette JOSEPH d'avec son époux Jacques BORGELIN pour injures graves et publiques aux torts exclusifs de l'époux. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux; Ordonne à l'officier de l'état Civil de la Section Sud de Port-au-Prince de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent Jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommage intérêt envers les tiers s'il y échet; Commet l'huissier Canal GABRIEL, de ce Tribunal pour la signification de ce jugement, compense les dépens.

Ainsi jugé et prononcé par nous, Me. Nelson CILIUS, Juge en audience civile, ordinaire en date du dix-huit Juillet deux mille vingt-trois, en présence de Me. Albert DARELUS Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort, avec l'assistance de Me. Mozart TASSY, Greffier du siège

Il est ordonné...etc...

En foi de quoi etc....

Me. Ingrid Karline WoOLLEY

Officier de l'état Civil

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après avoir délibéré conformément à la loi, maintient le défaut requis et octroyé à l'audience sudiste, accueille favorablement l'action du requérant pour être juste et fondée, ordonne l'expulsion du sieur Olondieu PYRAM pour avoir occupé de façon irrégulière, arbitraire, abusive, et pour tolérance la maison du requérant situé à Delmas 30, Impasse L'union No 50. Ordonne l'exécution provisoire du sieur Olondieu Pyram, le condamne à 25.000 gourdes de dommages et intérêts pour les préjudices moraux et matériels causés par lui au requérant. Enfin commet l'huissier Didier Soigner pour la signification du présent jugement.

Ainsi Jugé et prononcé par nous Me. Jean Bello DONISSANT, Juge en siège à l'audience civile et publique du Mercredi sept (07) Novembre deux mille vingt-deux, An 219ème de l'indépendance avec l'assistance de notre Greffier Ronald ARDAIN

Il est ordonné.... etc....

En foi de quoi...etc....

PAR CES MOTIFS

Le tribunal, après en avoir délibéré conformément à la loi, statuant publiquement et par défaut, sur les conclusions du Ministère public, maintient en la forme le défaut octroyé au profit du sieur Jameson JUSTE, prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre les époux Jameson JUSTE et la dame née Lanise BIEN-AIMÉ aux torts de l'épouse, renvoie les parties par devant l'officier de l'état civil de la section sud de Port-au-Prince pour les suites de droit ; ordonne la publication du présent jugement dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale, compensé les frais et dépens de l'instance ; commet l'huissier CANAL GABRIEL immatriculé au Greffe du tribunal de première instance de Port-au-Prince.

Ainsi jugé et prononcé par nous, Me. Nelson CILIUS, juge, en audience ordinaire, publique et civile du vingt-trois Juin deux mille vingt-trois, en présence de Me Albert DARELUS, substitut commissaire du gouvernement de ce ressort avec l'assistance de Me. MOZART TASSY, greffier du siège.

Il est ordonné……ect…..

En Foi de quoi……..ect.. …..

Me Obre Eliassaint

Avocat

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen sur les conclusions du Ministère Public maintient le défaut octroyé contre son époux Steven Célestin à l'audience précitée pour le profit déclare fondée ladite action ; Admet en conséquence le divorce de Melissa Sanon d'avec Steven Célestin pour injures graves et publiques, prononce en conséquence la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux. Ordonne à l'officier de l'état civil de la Commune de Cavaillon de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet ; Compense les dépens

Ainsi jugé et prononcé par nous, Jean Emmanuel ZEPHIR, av Juge en audience civile et publique en date du douze Septembre deux mille vingt deux, en présence de Me Lithan Isaac, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort avec l'assistance du Greffier Jean Claude NOVEMBRE

Il est ordonné...etc…

En foi de quoi...etc…

La vérité sur les livraisons d'armes françaises à Israël

Par Ariane Lavrilleux et Arno Pedram*

« Tout arrive ! » Voilà notre première réaction quand on a découvert qu'Emmanuel Macron, interviewé samedi dernier sur France Inter, réclamait pour la première fois que l'on « cesse de livrer les armes pour mener les combats sur Gaza ». Une prise de position inédite intervenue presqu'un an après le début de l'offensive israélienne qui a causé la mort d'au moins 41.000 Palestinien·es à Gaza, selon le ministère de la santé du Hamas, et près de 2.000 Libanais·es, selon les autorités du pays.

Jusqu'à ce samedi 5 octobre, la France s'est toujours opposée à un embargo sur les armes à Israël. Au contraire de l'Espagne, la Belgique, le Canada ou encore les Pays-Bas qui ont annoncé la suspension de leurs exportations à cause des risques encourus par les civils.

Des livraisons d'armements français en 2024

En réalité, Emmanuel Macron n'a pas changé d'avis soudainement. De fait, il s'est empressé de préciser que son appel à un embargo ne s'appliquait… qu'aux autres pays. Car, assure-t-il, *« la France ne livre pas d'armes »* pour l'offensive à Gaza. Vous qui lisez Disclose, vous savez que cette affirmation du Président de la République est en partie fausse : jusqu'au début de l'année 2024 au moins, le gouvernement français a donné son feu vert à la livraison de deux types d'équipements militaires qui risquent d'être utilisés par l'armée israélienne contre les civils à Gaza. Pour le premier, expédié fin octobre 2023, il s'agit de pièces détachées pour des cartouches de mitrailleuses. Pour le second, le pouvoir exécutif a autorisé l'envoi, début 2024, de matériel de communication fabriqué par Thales et destiné à des drones tueurs. Sans ces révélations, Emmanuel Macron aurait pu tromper son monde. Car, personne n'aurait eu vent de ces livraisons autorisées en catimini. Et hors de tout contrôle démocratique.

Le secret qui entoure les ventes d'armes est si épais que le gouvernement ne prend même pas la peine de prouver ce qu'il affirme. Interrogés plusieurs jours avant la publication de nos informations pour recueillir leurs explications, l'Élysée, Matignon et le ministère des armées n'ont jamais répondu. Il a fallu attendre la sortie de nos articles pour qu'ils brandissent leur joker : Israël ne serait qu'un pays de transit où les pièces made in France seraient assemblées puis « ré-exportées » vers d'autres pays.

Le problème, c'est qu'il faudrait donc les croire sur parole. Malgré nos demandes répétées, aucune preuve matérielle ne nous a été présentée, ni par les uns ni par les autres.

Zéro contrôle, zéro transparence

De l'aveu même de Jean-Luc Bonelli, le PDG d'Eurolinks, la société française qui fabrique les fameux maillons utilisés pour les cartouches de mitrailleuses, il *« n'est pas tenu de savoir où va le produit fini »*. Quant aux services de l'ambassade de France à Tel-Aviv, ils n'ont, selon lui, réalisé aucun contrôle sur place. Contactée en mars dernier, la représentation française en Israël n'a pas donné suite.

C'est bien tout le problème : l'usage final des armes exportées, que ce soit en Israël ou dans le reste du monde, demeure totalement opaque. La seule marque de transparence étant la publication annuelle, par le ministère des armées, du montant global des exportations d'armes françaises. Le hic, c'est que ce document ne précise pas la nature exacte des équipements vendus, ni son utilisateur final. Pour Israël, le montant des livraisons françaises a doublé entre 2022 et 2023, passant de 15 à 30 millions d'euros. Certaines licences concernent du matériel de conduite de tir, pour des bombes, des torpilles… Le rapport n'en dit pas plus.

La France est le premier exportateur européen d'armes vers Israël, un sinistre record. En termes de livraisons concrètes, la France a vendu pour 111 millions d'euros d'armes à Israël depuis 2017, dont 15,3 millions en 2022

Si la France est réellement irréprochable, comme le prétend Emmanuel Macron, alors comment expliquer que le gouvernement ait suspendu, en secret, les exportations de Thales, début 2024 — nous l'avons appris au cours de notre enquête mais cela n'a jamais été confirmé officiellement ? Est-ce que la France craint de se rendre complice du « *risque plausible de génocide* » dénoncé par la Cour Internationale de Justice au sujet des attaques israéliennes sur Gaza ? Impossible de le savoir. La commission parlementaire qui devait « évaluer » la politique du gouvernement en matière d'exportation d'armement a volé en éclats avec la dissolution. Elle n'a toujours pas été réinstallée.

Alors, en attendant plus de transparence et de volonté politique, il reste le travail d'enquête de Disclose.

***Journalistes à Disclose**
Disclose 09 octobre 2024

Suite de la page (9)

surnames like Bigio, Brandt, Madsen, Acra, and others, have maintained powerful positions at the heights of Hispaniola's economy. Even so, they've transitioned over the closing decades of the 20th Century and into the 21st Century from long alliances with the coercive rule of the Duvaliers and ruling military factions to seeking out corporate inputs through the globalizing economy and working in line with U.S. soft power in the region. Some maintain important linkages to security firms and paramilitary groups and the arms trade."

Pariah State

Lynn's source further alleged Bigio "has close ties" to the Israeli military and uses "10 Israeli commandos for his personal security when he feels the situation is at a critical point." A particularly "critical point" in recent Haitian history was a catastrophic earthquake that struck the island in January 2010. Almost immediately, Tel Aviv dispatched a sizable IDF "humanitarian" team to assist locals and authorities. It was a widely reported, grand publicity stunt that regionally provided the Israeli government with enormous positive PR.

Perhaps unsurprisingly, Bigio's family was centrally involved in facilitating and managing this effort. At the time, Amos Radian, Tel Aviv's ambassador to the Dominican Republic and the Caribbean, told the *Jerusalem Post*: "[they] assisted in such a way that made us look so good." This included donating "a football field-sized space," which served as an IDF "field hospital." Gilbert's son Reuven boasted to the outlet that his family's "desire to help" Tel Aviv's propaganda initiative in Haiti "was unconditional."

"People need help, we need to be there," he said. "Being in a city where there's no synagogue, prayers are done at our house, Israel to us is the motherland. It's the rock. It's how we identify ourselves."

Before mass violence in Gaza erupted in October 2023, such displays of international magnanimity were a routine – and devastatingly effective – soft power play for Tel Aviv.

For example, following Tbilisi's routing in its five-day-long August 2008 war with Russia, Israel began repairing extensive damage inflicted on the country by Moscow's forces. In the process, Israeli investors reaped over one-third of all reconstruction contracts handed out by the Georgian government.

Fast forward to November 2012. The IDF viciously attacked Gaza, slaughtering hundreds of Palestinians and wounding thousands more. International outcry and condemnation was amply forthcoming – but by and large, not in Georgia. Their government remained silent, and scores of average citizens even took to the streets of their capital to express solidarity with Tel Aviv. In the years since, Tbilisi has signed numerous big-ticket deals to purchase weapons, missile systems, and security service and police training from Israel.


Matias Delacroix / AP

Dominican police patrol a border fence with Haiti eerily reminiscent of Israel's apartheid walls in Gaza.

Georgia is just one country where Israel has pulled off such an international relations coup. These activities garner Israel an enormous amount of international goodwill, in turn reliably securing silence, if not outright support, for its slow-motion erasure of the Palestinian people. The oppressive methods and tools of control and mass killing that it uses on Gaza and the West Bank are then sold to its foreign allies.

This is a longstanding strategy for Tel Aviv. In the 1980s, Israel formed close ties with governments in the Global South, including brutal Western-backed dictatorships in Argentina, El Salvador, Guatemala, the Philippines, apartheid South Africa, and Zaire, just as foreign powers were starting to distance themselves from these regimes. As a member of the Likud party, who once headed the Knesset foreign relations committee, explained in 1985:

"Israel is a pariah state. When people ask us for something, we cannot afford to ask questions about ideology. The only type of regime that Israel would not aid would be one that is anti-American. Also, if we can aid a country it may be inconvenient for the U.S. to help, we would be cutting off our nose to spite our face not to."

Smart Fence

Anti-Zionist Israeli Jeff Halper and independent Australian journalist Antony Loewenstein have both written extensively about how what remains of Palestine is a laboratory, replete with test subjects held in controlled conditions, for Israel.

It is seldom considered today that Haiti was the U.S. Empire's original testing ground for imperial connivances throughout Washington's "backyard" for centuries and the entire globe since 1945. While Haitians often describe their country as the CIA's "*laboratwa*" (laboratory), the country is indelibly linked to resistance, its historical genesis in the rebellion against French rule producing the world's first – and to date only – independent state governed by former slaves.

Yet, ever since, the U.S. has engaged in a wide variety of tactics to deny Haiti's sovereignty, hamper development, kill hope, and ensure relentless instability. But of course – never-ending chaos means the wealthy, such as Bigio, can enrich themselves at the local population's expense untrammeled, while Washington is provided with constant justifications for interference, meddling, and military occupation to support that goal. In December 2019, this malign international mission was codified into U.S. law with the passing of the Global Fragility Act.

The legislation effectively grants USAID, which in part functions as an intelligence cutout, and "the Departments of State, Defense, and the Treasury" a blank check to interfere in and take action against "fragile states," supposedly prone to conflict, extremism, instability, and poverty. Haiti was explicitly cited as an initial target country for the effort. Unsurprisingly, no reference is made in the law's text to the fact that any "fragility" suffered in Port-au-Prince is explicitly caused by Washington's machinations there over many years.

Israel stands to profit handsomely from instability worldwide, and it is unsurprising that Tel Aviv similarly seeks to perpetuate upheaval and vulnerability internationally and take advantage of disasters to provide a pretext for coming to the rescue via assets like Gilbert Bigio. The Dominican Republic is currently constructing a "smart fence," at some expense, to prevent the violence engulfing Port-au-Prince from spilling across its borders. The structure is of Israeli design and technology, modeled directly on Gaza's apartheid walls, or "separation barriers," as Israeli authorities refer to them.

The Dominican Republic's fence runs 160 kilometers, comprising reinforced concrete walls and a metal structure 3.90 meters high, crowned by an accordion of barbed wire with sharp blades. All along, 170 surveillance towers, spying systems, motion detectors, high-definition CCTV cameras with night vision and infrared capacity, checkpoints and 71 controlled access gates prevent anyone from getting in or out without permission. Meanwhile, a squadron of surveillance drones patrols 24/7, every inch.

The fence's mere existence ensures friction and literal division between the two countries, which could otherwise be comrades-in-arms while justifying Israeli and U.S. presence throughout the border strip. That presence is likely to endure, if not expand, as long as Gilbert Bigio's ownership of Port Lafito guarantees an inevitable flow of weapons and other harmful contraband into the country. It was indeed not for nothing that Bigio's father played a pivotal role in securing Haiti's support for Israeli statehood back in 1947.

The original version of this article was published by MintPress News. ***Kit Klarenberg*** *is an investigative journalist and MintPress News contributor exploring the role of intelligence services in shaping politics and perceptions. His work has previously appeared in The Cradle, Declassified UK, and Grayzone. Follow him on Twitter @KitKlarenberg.*

KATOU
RESTAURANT
5012 Ave M
(Entre E. 51 et Utica)
10h am - 10h pm

Une innovation dans la cuisine haïtienne à Brooklyn
Tous les plats haïtiens réalisés par une équipe de cordons bleus recrutés sous la supervision de Katou
Griots - Poissons - Poissons Gros Sel
- Dinde - Poulet - Cabri
- Boeuf - Légumes
Bouillon le samedi - Soupe le dimanche - Bouillie de banane le soir
Appelez le **718-618-0920**
Livraison à domicile
Si vous avez du goût, vous ne lâcherez pas Katou Restaurant



Le Nicaragua rompt ses relations diplomatiques avec Israël en raison de ses atrocités commises à Gaza



En solidarité avec le peuple palestinien, le gouvernement Nicaraguayen a rompu ses relations avec Israël

Managua annonce la rupture des relations avec le régime israélien dont les dirigeants ont été qualifiés de « fascistes » et « génocidaires » pour la guerre qu'ils mènent contre Gaza.

Le gouvernement du Nicaragua a annoncé mettre fin à ses relations diplomatiques avec Israël en raison de la guerre génocidaire en cours contre les Palestiniens dans la bande de Gaza, qui a tué plus de 42 000 personnes, dont plus de la moitié sont des femmes et des enfants.

Une décision annoncée vendredi aux médias d'État par la vice-présidente du pays, Rosario Murillo, après que le Congrès de ce pays d'Amérique centrale ait adopté plus tôt dans la journée une résolution appelant le Nicaragua à l'action, prendre des mesures.

Le conflit, a déclaré le gouvernement nicaraguayen, « s'étend désormais également au Liban et menace gravement la Syrie, le Yémen et l'Iran ». Murillo, l'épouse du président Daniel Ortega, a déclaré que son mari avait demandé au gouvernement de rompre les relations diplomatiques avec le régime « fasciste » et « génocidaire » d'Israël.

Israël a lancé la guerre contre Gaza le 7 octobre de l'an dernier après que le mouvement de résistance palestinien Hamas a mené l'opération Tempête d'Al-Aqsa contre l'entité occupante en réponse à l'intensification des atrocités israéliennes contre les Palestiniens.

L'offensive sanglante du régime sioniste contre Gaza a déjà fait au moins 42 150 morts et 98 117 blessés parmi les Palestiniens. Des milliers d'autres sont également portés disparus et présumés morts sous les décombres.

Le Nicaragua a déjà rompu ses relations avec Israël à deux reprises : une fois en 2010 sous Ortega et une autre fois en 1982 sous le gouvernement révolutionnaire sandiniste dirigé par Ortega après la Révolution de 1979.

La rupture des relations diplomatiques intervient à un moment où Israël est de plus en plus isolé sur la scène internationale, dans un contexte de campagne brutale à Gaza et d'attaques croissantes à travers l'Asie de l'Ouest, y compris au Liban.

La condamnation de la guerre d'un an menée par Israël contre Gaza est relativement répandue en Amérique latine, où les dirigeants de pays comme le Brésil, la Colombie et le Chili ont vivement condamné les brutalités du régime de Tel-Aviv dans la bande côtière palestinienne.

Vendredi, la mission palestinienne auprès des Nations Unies a annoncé que ces trois nations avaient contribué à rédiger une lettre de soutien au secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres, qu'Israël a déclaré persona non grata la semaine dernière.

Le président colombien Gustavo Petro a rompu ses relations diplomatiques avec Israël en mai, qualifiant le cabinet du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu de « génocidaire ». Le président brésilien Luiz Inacio Lula da Silva a également rappelé le même mois l'ambassadeur du pays dans les territoires occupés de la Palestine.

Le président chilien Gabriel Boric a qualifié le mercredi 24 avril de l'année en cours la guerre israélienne en cours dans la bande de Gaza depuis près de sept mois, de « barbare ». Il a publié sur les réseaux sociaux une photo de la petite palestinienne Sabrine dans une couveuse, après avoir perdu sa mère, son père et sa sœur de 4 ans dans un bombardement israélien. Boric a rappelé l'ambassadeur de son pays à Tel-Aviv pour des consultations le 1er novembre 2023, en raison de la guerre israélienne en cours contre l'enclave palestinienne.

PressTv 12 Octobre 2024

Le président cubain Miguel Díaz-Canel se joint à une marche de soutien à la Palestine



Des responsables du gouvernement cubain, dont le président Miguel Díaz-Canel, marchent pour la Palestine (Photo via Luis De Jesús)

Des milliers de personnes ont défilé à La Havane pour dénoncer le génocide israélien lors d'une manifestation organisée par la Ligue des jeunes communistes de Cuba

Le lundi 14 octobre, des milliers de personnes ont défilé à La Havane en solidarité avec la Palestine et pour condamner le génocide commis par Israël. La marche était organisée par la Ligue des jeunes communistes de Cuba (UJC). Le président cubain Miguel Díaz-Canel a marché aux côtés du président de l'Assemblée nationale du pouvoir populaire et du Conseil d'État, Esteban Lazo Hernández, du Premier ministre Manuel Marrero Cruz, du ministre cubain des Affaires étrangères Bruno Rodríguez Parilla, et d'autres membres du Bureau politique et représentants d'organisations de masse.

« Contre le génocide à Gaza et au Liban, contre la tentative israélienne d'exterminer le noble peuple palestinien ; contre l'impunité impériale des génocidaires, Cuba marche avec notre revendication historique : « Que cesse la philosophie du pillage et la philosophie de la guerre cessera » », a écrit Díaz-Canel sur X.

« Nous sommes venus ici aujourd'hui pour montrer notre ferme rejet des actions qu'Israël mène contre cette nation », a déclaré l'UCJ. *« Assez de mort et de souffrance ! »*

Selon Daniel Gómez Martínez, de la Fédération des lycéens de Cuba (FEEM), *« ceux qui choisissent le silence alors qu'ils savent qu'un peuple réclame justice sont sans aucun doute des traîtres à l'essence de l'humanité ».*

« Le silence face à l'oppression est une complicité et nous, le peuple cubain, ne sommes pas complices de cet acte ni du terrorisme. Dans nos écoles, nous parlons aujourd'hui du génocide qui est en train d'être commis, ce qui nous rapproche de la réalité des enfants et des adolescents palestiniens qui ne rêvent que de revoir leurs parents, leurs frères et sœurs et d'autres membres de leur famille », a-t-il expliqué.

Mohamed Suwuan, étudiant en médecine palestinien à Cuba, a déclaré lors de la manifestation : *« Nous ne nous reposerons pas une minute tant que nous n'aurons pas retrouvé notre Palestine et que nous n'aurons pas joui d'une paix juste et durable. Que nos enfants jouissent de leurs droits naturels. Nous ne nous arrêterons pas tant que les malades chroniques, les blessés, les femmes enceintes et les personnes handicapées n'auront pas accès aux meilleurs soins de santé. »*

Peoples Dispatch
15 octobre 2024





Kemi Seba arrêté à Paris, ce que l'on sait



Kemi Seba, conseiller spécial du président nigérien le général Abdourahamane Tiani

L'activiste franco-béninois Kemi Seba a été interpellé à Paris. Il aurait utilisé un passeport diplomatique nigérien pour entrer sur le territoire français.

Kemi Seba, figure célèbre du panafricanisme, a été arrêté à Paris dans un restaurant du 15ème arrondissement alors qu'il était en compagnie de son collaborateur Cyrille Kamden. Cette arrestation, survenue le 14 octobre 2024, a rapidement été confirmée par plusieurs médias. Actuellement en garde à vue, l'activiste ferait l'objet d'une enquête pour des soupçons d'infraction à la réglementation sur l'entrée sur le territoire français.

D'après les premières informations, Kemi Seba serait entré en France le 10 octobre, en provenance d'Espagne, grâce à un passeport diplomatique nigérien. Il avait annoncé son retour pour promouvoir son nouveau livre, un événement qui a attiré l'attention sur les réseaux sociaux.

Les autorités françaises n'ont pas encore divulgué officiellement les raisons exactes de cette arrestation, mais elle pourrait être liée à l'utilisation du passeport diplomatique délivré par le gouvernement nigérien, notamment si le document n'a pas été reconnu par la France.

Contexte

En juillet 2024, Kemi Seba a officiellement été déchu de la nationalité française, une décision prise par décret suite à ses prises de position jugées contraires aux intérêts de la France. Selon lui, il s'agit d'entraver son combat contre la Françafrique.

Quelques semaines plus tard, le 4 août 2024, le gouvernement militaire nigérien dirigé par le général Abdourahamane Tchiani lui a octroyé un passeport diplomatique en signe de reconnaissance pour ses 25 ans de lutte panafricaine.

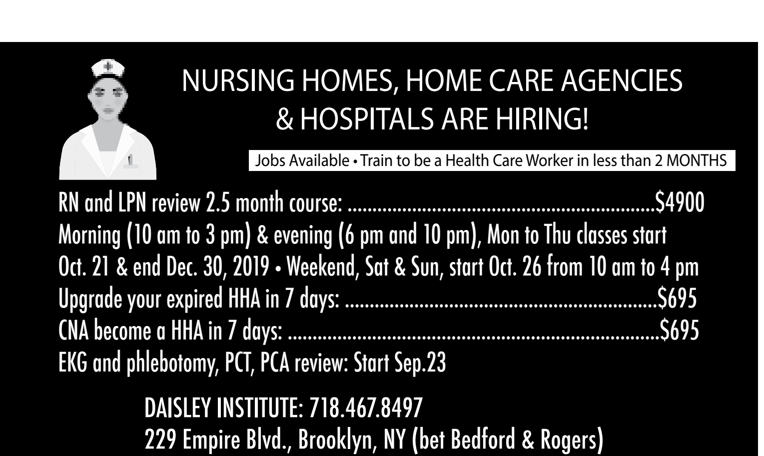
Seba voit dans ce document un acte de solidarité et un moyen de contourner la perte de sa nationalité française, qui, selon lui, visait à limiter ses déplacements et à freiner ses activités.

RT France 16 Octobre 2024

Classified Directory

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

Post CLASSIFIED ADS online for FREE at Haitiliberte.com









ATTORNEY

INJURED IN AN ACCIDENT? Don't Accept the insurance company's first offer. Many injured parties are entitled to major cash settlements. Get a free evaluation to see what your case is really worth. 100% Free Evaluation. Call Now: 1-888-454-4717. Be ready with your zip code to connect with the closest provider

AUTO DONATIONS

GOT AN UNWANTED CAR??? Your car donation to Patriotic Hearts helps veterans find work or start their own business. Fast free pick. Running or not! Call 24/7: 1-888-251-3135.







HEALTH

ATTENTION OXYGEN THERAPY USERS! Discover Oxygen Therapy That Moves with You with Inogen Portable Oxygen Concentrators. FREE information kit. Call 1-855-399-2719

HEALTH

FreedomCare. Let your loved ones care for you and get paid! Paid by Medicaid. Choose family or friends as your paid caregiver. Check your eligibility today! Call FreedomCare now! 1-855-385-7556

HEALTH

HEARING AIDS!! High-quality rechargeable, powerful Audien hearing aids priced 90% less than competitors. Tiny and NEARLY INVISIBLE! 45-day money back guarantee! 855-819-7060

HEALTH

Attention: VIAGRA and CIALIS USERS! A cheaper alternative to high drugstore prices! 50 Pill Special - Only $99! 100% guaranteed. CALL NOW: 1-855-399-2582

HELP WANTED

Haïti Liberté is looking to hire a Wordpress specialist (or someone willing to be trained) with a working knowledge of French, Kreyòl, and English and a sense of design to help with the regular update and maintenance of its website. Send résumés to: editor@haitiliberte.com; or call 718-421-0162

HELP WANTED

Driver with a vehicle needed for Wednesday newspaper deliveries. Routes available in New York & Miami. Call 718-421-0162.

HOME IMPROVEMENT

BEAUTIFUL BATH UPDATES in as little as ONE DAY! Superior quality bath and shower systems at AFFORDABLE PRICES! Lifetime warranty & professional installs. Call Now! 1-855-399-2076

MISCELLANEOUS

When veterinary care is unavailable or unaffordable, ask for Happy Jack® animal healthcare for cats, dogs, & horses. At Tractor Supply® (www.happyjackinc.com)

MISCELLANEOUS

Get Boost Infinite! Unlimited Talk, Text and Data For Just $25/mo! The Power Of 3 5G Networks, One Low Price! Call Today and Get The Latest iPhone Every Year On Us! 844-329-9391

REAL ESTATE

We Buy Houses for Cash AS

Un journaliste américain embastillé par Israël

Par Olivier Mukuna

Auteur d'un reportage pulvérisant la propagande selon laquelle les missiles iraniens - tirés le 1er octobre sur des bases israéliennes - n'ont produit que « des dégâts insignifiants », Jeremy Loffredo a été arrêté le 8 octobre. Le journaliste du site d'infos américain Grayzone reste détenu dans une prison israélienne. Une arrestation confirmée par Max Blumenthal, le rédacteur en chef de Grayzone, un webmédia indépendant qui a déjà « débunké » plusieurs mensonges d'Israël depuis le début du génocide…



Le journaliste américain de Grayzone, Jeremy Loffredo, a été arrêté et emprisonné Par les autorités israéliennes le 8 octobre 2024

Le 6 octobre, Jeremy Loffredo, journaliste d'enquête âgé de 28 ans, a diffusé un reportage vidéo sur la chaîne YouTube du site d'infos nord-américain Grayzone. Totalisant plus de 150 mille de vue à ce jour, ce reportage, visible ici, argumente et soutient que les Autorités israéliennes ont largement dissimulé l'étendue des dégâts infligés aux bases israéliennes suite à l'opération iranienne True Promise II (« Vraie Promesse 2 »).

Emprisonné pour journalisme

Ce mardi, les Forces de Défense Israéliennes (IDF) ont procédé à l'arrestation de Loffredo et de quatre autres journalistes. Selon plusieurs sources, ceux-ci ont été « *agressés, battus et emmenés dans une base militaire israélienne* ». Leurs téléphones portables ont également été confisqués. Tandis que ses confrères étaient relâchés, après 11 heures de détention, Jeremy Loffredo, lui, est resté emprisonné.

Il aura fallu deux jours pour que les officiels israéliens tentent, comme à leur habitude, de justifier l'injustifiable. Selon le site israélien Ynet, les accusations portées contre Loffredo « incluent l'aide à l'ennemi en temps de guerre et la fourniture d'informations à l'ennemi. » Ce média ajoute : « des représentants de l'ambassade des États-Unis ont assisté à une audience devant le tribunal de première instance de Jérusalem, à la demande de la police de prolonger sa détention. »

Pour sa part, l'avocate de Loffredo, Leah Tsemel, a déclaré que si les informations diffusées par son client « constituent une aide à l'ennemi, de nombreux autres journalistes en Israël, y compris des reporters israéliens, devraient également être arrêtés ».

A l'heure d'écrire ces lignes, les médias israéliens se gardent bien de confirmer ou d'infirmer les allégations selon lesquelles le journaliste américain aurait été « battu » voire aurait subi tortures et mauvais traitements…

Inquiétudes et suspicions qui ne relèvent pas d'une « vue de l'esprit » tant, depuis un an, l'armée coloniale israélienne maltraite les journalistes occidentaux et assassine en masse les journalistes palestiniens (127 tués en une année, selon la FIJ). Dans la foulée, difficile de penser que l'arrestation, arbitraire et prolongée, de Jeremy Loffredo ne présenterait aucun lien avec son dernier reportage.

Hier, mercredi 9 octobre, sur son compte X, Max Blumenthal, rédacteur en chef de Grayzone, a brièvement confirmé l'arrestation de son employé : « *Je viens d'apprendre que @loffredojeremy faisait partie des journalistes arrêtés par l'armée israélienne et qu'il est toujours en prison. Son téléphone a été confisqué. C'est tout ce que je peux dire pour l'instant* ».

Pour réaliser son reportage sur les bases militaires bombardées par l'Iran, Jeremy Loffredo a circulé à travers le territoire israélien et documenté plusieurs sites d'impact qui n'avaient pas été signalés par les Autorités israéliennes, notamment des zones proches du siège du Mossad à Tel-Aviv.

A côté des massacres ininterrompus de dizaines de milliers de civils depuis un an, ce nouvel abus antidémocratique, émanant d'un régime colonial et génocidaire, pourrait sembler « anecdotique ». D'autant que, au contraire des journalistes palestiniens et libanais, la nationalité américaine de Loffredo devrait lui permettre de garder la vie sauve et, in fine, retrouver la liberté.

Pour autant, est-il « confraternel » que le « huitième front » guerrier mené par Israël – celui contre tous les journalistes dignes de ce nom – soit systématiquement éludé ou minimisé par les médias occidentaux israélo-embarqués ?

Investig'Action 10 octobre 2024



IS! No repairs. No fuss. Any condition. Easy three step process: Call, get cash offer and get paid. Get your fair cash offer today by calling Liz Buys Houses: 1-888-704-5670

SERVICES

Consumer Cellular - the same reliable, nationwide coverage as the largest carriers. No long-term contract, no hidden fees and activation is free. All plans feature unlimited talk and text, starting at just $20/month. For more information, call 1-844-919-1682

SERVICES

PEST CONTROL: PROTECT YOUR HOME from pests safely and affordably. Roaches, Bed Bugs, Rodent, Termite, Spiders and other pests. Locally owned and affordable. Call for service or an inspection today! 1-866-448-8311 Have zip code of property ready when calling!

SERVICES

SAVE ON YOUR TRAVEL PLANS! Up to 75% More than 500 AIRLINES and 300,000 HOTELS across the world. Let us do the research for you for FREE! Call: 877 988 7277

TV INTERNET PHONE

Get DISH Satellite TV + Internet! Free Install, Free HD-DVR Upgrade, 80,000 On-Demand Movies, Plus Limited Time Up To $600 In Gift Cards. Call Today! 1-866-782-4069

TV INTERNET PHONE

AFFORDABLE TV & INTERNET. If you are overpaying for your service, call now for a free quote and see how much you can save! 1-855-399-2803

TV INTERNET PHONE

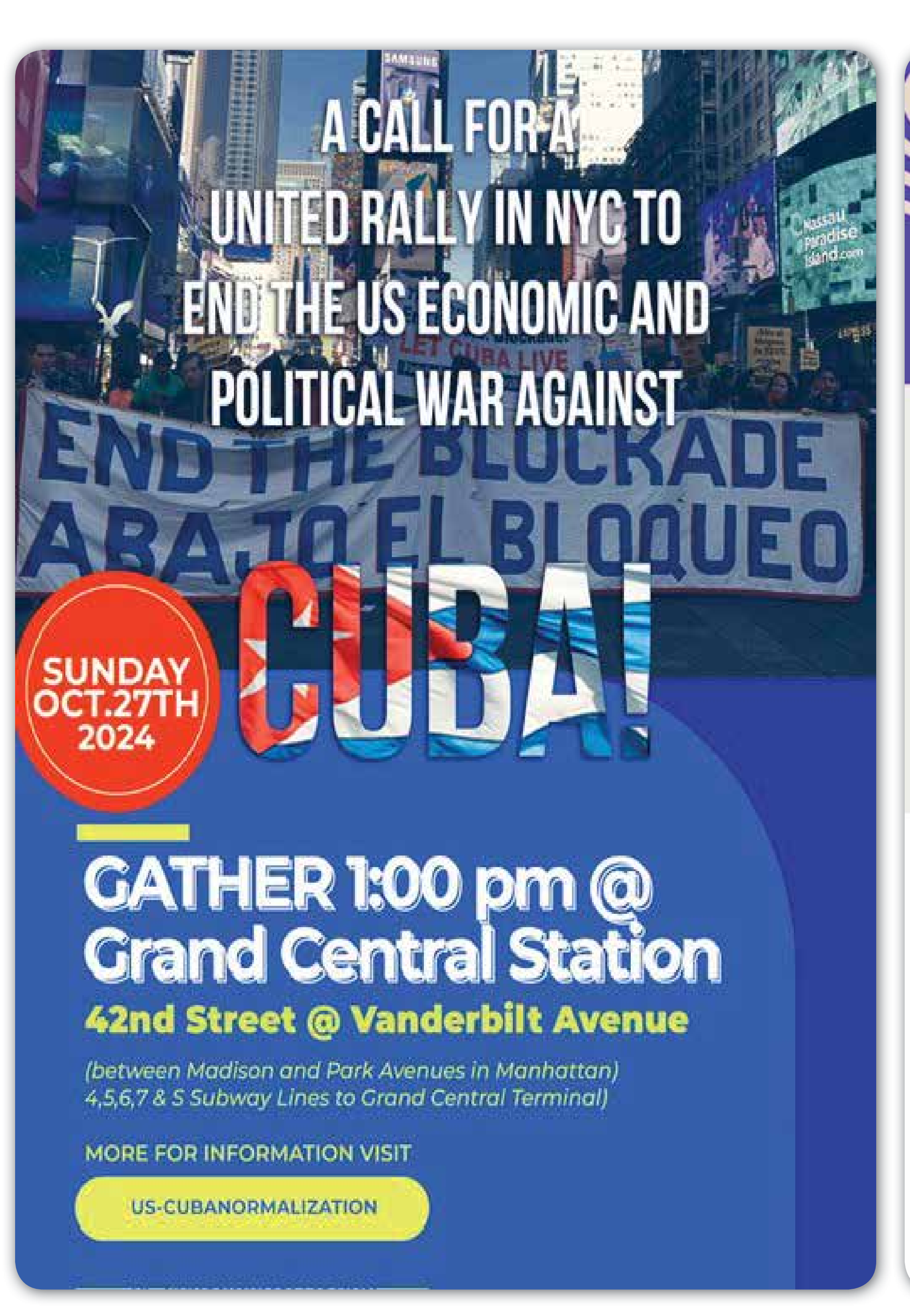
DIRECTV- All your entertainment. Nothing on your roof! Sign up for Direct and get your first three months of Max, Paramount+, Showtime, Starz, MGM+ and Cinemax included. Choice package $84.99/mo. Some restrictions apply. Call DIRECTV 1-888-534-6918.













Samedi 26 oct 2024
13h - 18h

BOURSE DU TRAVAIL DE PARIS
SALLE ANDRÉ TOLLET
3, RUE DU CHÂTEAU D'EAU
75010 PARIS
M° RÉPUBLIQUE

- Invité.ée.s d'honneurs SURPRISE !
- Echange avec l'auteur
- Dédicace personnalisée
- Buvette payante











NYC
Eric Adams
Mayor

BECAUSE
THE GROUND
FLOOR IS
JUST THE
BEGINNING.

RUN THIS
TOWN

A CALLING FOR EVERY NEW YORKER

APPLY NOW AT
JOBS.NYC.GOV

ERICK - ELEVATOR INSPECTOR